

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE - LUNDI 6 ET 7 NOVEMBRE 1977 - N° 551 Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Opération du POLISARIO à Nouhadibou

LA FRANCE RENFORCE SON DISPOSITIF D'AGRESSION

Vendredi, le Front Polisario a lancé une attaque contre un poste de l'armée mauritanienne à 80 kilomètres de Nouadhibou, non loin de la voie ferrée du train minéralier. Nouadhibou est le port où aboutit le minerai extrait à Zouerate.

Le peuple sahraoui, dont le territoire national est envahi et agressé depuis deux ans par les régimes annexionnistes du Maroc et de la Mauritanie, continue à faire la preuve de sa capacité de riposter : il est décidé à entraver l'exportation du minerai qui finance la guerre menée contre lui, par le régime d'Ould Daddah.

Et au moment où les discussions au sujet des techniciens français disparus, se poursuivent à Alger entre Chayet et les représentants de la RASD, le Front Polisario n'entend nullement céder le pas aux diktats de Giscard, il poursuit la lutte sans se laisser intimider par le dispositif d'agression que l'impérialisme français met en place jour après jour.

Lire notre article page 9

Pression du CERES

à la veille de la Convention du PS

LA FRAGILITE du Parti socialiste

Ce week-end, le parti socialiste réunit sa convention nationale à Paris. Prévue à l'origine pour adopter les candidats socialistes aux législatives, cette réunion examinera également «la situation politique». Cette décision, prise au dernier comité directeur, avait été le fruit d'un compromis entre la majorité mitterrandiste et la minorité CERES.

Cette unité de façade n'aura pas duré longtemps. Quelques jours avant la convention nationale, on voyait en effet paraître dans la presse les propositions du CERES visant à favoriser une reprise des discussions avec le PCF. Cette initiative

rendait difficile la discussion en vue de l'élaboration d'un texte commun aux deux courants, qui était en cours au sein des instances dirigeantes.

Certes, le bruit court maintenant que la publicité donnée aux positions du CERES serait le fruit des contradictions internes à ce courant lui-même, certains dans son sein ayant pensé interdire ainsi tout retour en arrière. Sur le fond, il reste en tout cas que les divergences sont effectivement importantes. D'une part les vingt nationalisations que le courant minoritaire souhaite ajouter aux propositions faites par le PS en septembre dernier, à

la table des négociations, constituent un morceau de taille. Mais surtout, voulant ainsi faire, dès aujourd'hui, des concessions à Marchais, la tendance CERES ruine la tactique adoptée par Mitterrand : laisser le PCF s'épuiser dans la polémique.

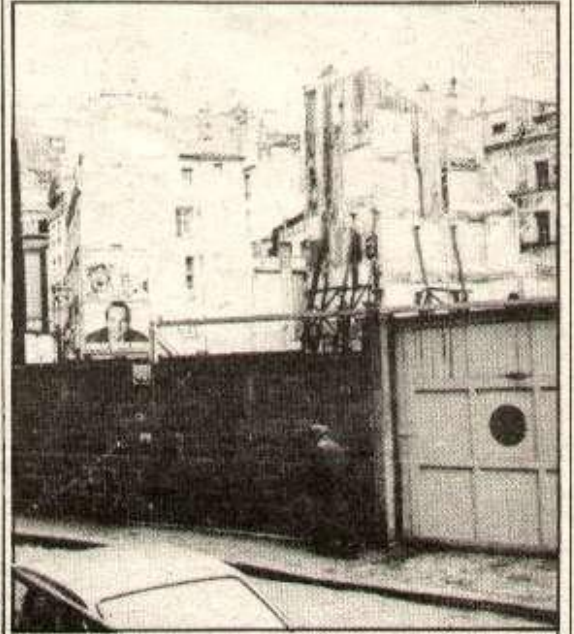
En un sens, la révélation des contradictions internes au parti socialiste, portant précisément sur l'attitude à adopter à l'égard du PCF, aura été la première victoire remportée par celui-ci depuis la rupture : ce n'est pas en effet du côté de la mobilisation des masses sur ses positions que Marchais a pu trouver beaucoup de satisfactions ces dernières semaines.

Au fur et à mesure que la polémique se prolonge, l'onde de choc créée par l'interdiction des négociations sur la «réactualisation» s'étend progressivement aux différents partis de gauche : à l'intérieur du PCF, des attitudes très diverses se font jour. Au parti socialiste, la façade d'unité éclate et les courants eux-mêmes se trouvent menacés de divergences internes.

Pour faire bonne mesure, l'accord est difficile à réaliser pour les élections entre PS et radicaux de gauche. Ainsi se manifestent toutes les ambiguïtés dont le Programme commun était porteur depuis 72 et dont le fond reste la contradiction entre le maintien de la société actuelle et le développement d'un capitalisme d'Etat.

(Lire en page 6)

Paris : capitale des mal-logés



Vingt ans de rénovation immobilière à Paris ont chassé des centaines de milliers de travailleurs, éventré des quartiers populaires pour faire pousser des tours monstrueuses et des logements de standing. Cette politique n'a pas diminué la proportion de mal-logés, il y a toujours des logements insalubres ou surpeuplés à Paris. Une enquête de l'INSEE réalisée en 1975 révèle que 40 % des logements parisiens n'ont pas le confort.

(Lire en page 9)

Le rassemblement d'Épinal

C'est samedi qu'avait lieu, à Épinal, le rassemblement des travailleurs des fédérations CFDT du textile, des mines et de la sidérurgie, ainsi que des régions Nord, Alsace et Lorraine, rassemblement dont nous rendrons compte dans notre prochaine édition.

Journée d'action fin novembre

Pour la fin novembre, les centrales CGT, CFDT et FEN préparent une nouvelle journée d'action. Malgré leur volonté de circonscrire les luttes, les directions syndicales se trouvent face à une situation politique où il leur sera plus difficile d'étouffer les questions politiques des travailleurs et la volonté de combat contre l'austérité.

(Lire en page 7)

Economies sur la santé

La discussion du budget de la Santé et de la Sécurité sociale à l'Assemblée a confirmé la volonté du gouvernement de limiter les dépenses de santé des travailleurs. Les crédits pour les hôpitaux sont déjà en régression et en 1977, le nombre de journées indemnisées a diminué.

(Lire page 5)

Afrique du Sud : embargo voté à l'ONU

Vendredi, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité l'embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Bien que cette décision risque de ne pas être très efficace, parce que prise très tardivement, elle n'en constitue pas moins une défaite historique des racistes de Prétoria.

(Lire page 8)

Sidérurgie : après les 16 000 déjà annoncés

10 000

NOUVEAUX LICENCIEMENTS ENVISAGÉS

Il y a plusieurs mois, les maîtres de forge, Usinor, Sacilor, Chiers Châtillon annonçaient leur plan de restructuration avec 16 000 licenciements. Alors qu'une partie de ce plan de chômage a déjà été mis en application, 10 000 suppressions d'emplois supplémentaires seraient aujourd'hui... «nécessaires» ! C'est ce que vient de déclarer Larozière, directeur du trésor, devant la commission des Finances du Sénat. Sacilor vient de confirmer cette aggravation du plan de



chômage, puisque c'est finalement 4 300 licenciements qu'il prévoit, soit le double de ce qu'il annonçait au mois d'août de cette année !

(Lire en page 6)

ENQUETE

● A trois reprises, une radio libre s'est manifestée à Nantes. Avant l'été, pour prendre le parti des paysans qui refusent l'implantation d'une centrale nucléaire, et pour leur donner la parole. La seconde fois, il y a quelques semaines, au plus fort de la grève des ouvriers de Dubigeon, pour leur donner la possibilité de mieux faire connaître leur lutte. Tout récemment, cette radio, a donné la parole aux femmes des grévistes, de Dubigeon décidées à ne pas rester en marge de la lutte, et à vaincre toutes les réticences. La nature même de ces émissions montre que Radio Libre 44, tel est son nom, diffère des radios locales tentées à Paris, dont nous parlions hier. « Nous avons choisi de parler de toutes les luttes qui peuvent se passer », expliquent ses animateurs. Ont-ils ainsi créé un instrument d'information au service des travailleurs, et sous leur contrôle ? Au service des travailleurs, indéniablement. Sous leur contrôle, pas vraiment, répondent les animateurs. Car tant que les radios libres seront cantonnées à une clandestinité plus ou moins contraignante, tant que le monopole de l'information audiovisuelle existera, qu'il soit géré par Giscard, Mitterrand ou Marchais, l'appropriation réelle de moyens d'informations locaux par les travailleurs se heurte à des limites. Face à la tactique du brouillage dont le principal danger est de confiner les radios libres dans une complète marginalité. Radio Libre 44 pense qu'il est possible d'agir. A condition de faire savoir largement qu'en brouillant une émission où s'expriment les ouvriers en lutte, les femmes, les paysans, c'est le peuple qu'on empêche de s'exprimer. Le combat pour la liberté d'expression est loin d'être terminé.

Notre correspondant à Nantes s'est entretenu avec les animateurs de Radio Libre 44.

Par Éric BRÉHAT

Les radios locales

NANTES : RADIO LIBRE 44

« NOUS AVONS CHOISI DE PARLER DE TOUTES LES LUTTES QUI SE PASSENT ».



— Radio Libre 44 : On réfléchit depuis longtemps au projet et on s'est décidé en une semaine au moment où les 5 paysans ont été inculpés pour l'affaire du Pellerin (1). Les moyens techniques n'étaient pas encore au point ce qui a eu pour conséquence une émission pas très audible et pas très écoutée. Par la suite on s'est amélioré techniquement. On avait décidé de commencer à partir de novembre sous une forme plus régulière et la grève de Dubigeon nous a un peu précipités : on trouvait que c'était un conflit intéressant. C'est à la suite de cette émission qu'on a déterminé la fréquence de 15 jours entre chaque émission.

L'émission suivante portait plus sur le problème des femmes à Dubigeon puisqu'elles commencent à faire quelque chose entre elles et il nous semblait important que les femmes se groupent entre elles et participent à la lutte dans une usine d'hommes.

LES SYNDICATS DE DUBIGEON ET LA RADIO LIBRE

Lorsque Radio Libre 44 s'est décidée à consacrer une émission à la grève de Dubigeon, accélérant ainsi son planning, ses animateurs ont été trouver les sections syndicales CGT et CFDT de l'entreprise, en leur proposant de « passer à l'antenne ». « La CGT a refusé catégoriquement notre proposition. Dans la CFDT, certains étaient d'accord pour passer, d'autres non. D'ailleurs, le principe même de l'émission était critiqué par certains. De ce fait, la section CFDT par elle-même n'a pas pris de position, mais ont participé à l'émission ».

► Le Quotidien du Peuple : Quel rôle voyez-vous pour Radio Libre ?

— Tout d'abord l'information, principalement. Une information différente, plus vivante, plus intéressante parce-qu'elle permet aux gens de s'exprimer directement.

Radio Libre n'est pas un hasard. La plupart des radios se veulent écologiques. Nous, on a choisi de parler de toutes les luttes qui peuvent se passer. De toutes façons, que ces informations soient écologiques ou non, notre position est que les gens puissent s'exprimer et non les leaders.

► Vous avez déclaré dans votre plate forme, être au service des luttes. Qu'est-ce que cela veut dire ?

— On se propose d'abord d'informer. Une des principales formes intéressantes de la radio, c'est justement d'être recevable par les voies qui nous sont habituellement refusées. On voudrait être le haut-parleur des luttes, privilégier certaines formes de luttes qui sont plus intéressantes ou plus dynamiques, ou qui emploient des procédés originaux, les faire entendre, les faire connaître.

Plus qu'un haut parleur, la radio peut être un moyen de lutte supplémentaire contre le capitalisme.

► Est-elle contrôlée par les travailleurs ?

— Ce n'est pas une radio contrôlée par les travailleurs dans la mesure où tant que le monopole existera, il n'y aura jamais un contrôle des masses sur les moyens de diffusion. Toutefois bien sûr, quand on fait les bandes magnétiques, on ne passe jamais quelque-chose sans les avoir relues avec les personnes interviewées et avoir choisi avec elles les passages les plus intéressants. Et nous relisons ensemble la bande avant de la diffuser.

► Des affiches ont été collées dans les quartiers populaires pour l'écoute. Comptez-vous organiser des écoutes collectives ?

— Il semble que le problème de l'écoute n'est pas de notre ressort. Ce n'est pas à nous de déterminer quel type d'écoute il y aura. L'information étant faite, les gens la prennent en charge, et s'ils veulent faire des écoutes collectives dans les quartiers, ils s'organisent.

► Tout le monde reconnaît que le monopole de la radio-diffusion n'est pas respecté par l'Etat, mais personne ne veut le remettre en cause. Que pensez-vous de l'attitude de la gauche vis à vis du monopole ?

— Pour nous, il faut lutter contre le monopole de la radio, qu'il soit de droite ou de gauche. Les partis de gauche ont pris position pour la radio de monopole, et à notre avis, une radio de monopole ne sera jamais au service des travailleurs. Il suffit d'ailleurs de regarder de quelle façon est traitée l'information dans les journaux de gauche pour se rendre compte qu'elle est stéréotypée et ne laisse s'exprimer que les leaders.

► Le gouvernement ne s'est pas encore lancé dans une répression systématique des Radios Libres. Mais par contre le brouillage par TDF semble devenir la règle, et RL 44 l'a déjà subi plusieurs fois. Alors quel impact pensez-vous avoir, et comment voyez-vous l'avenir ?

— Il est difficile de mesurer l'impact que nous avons eu sur les quartiers. Notre objectif était de faire une émission régulièrement, tous les 15 jours, le vendredi, à heure fixe.

Le problème, c'est que les trois émissions ont été brouillées. Cela ne nous empêchera pas de continuer : il y a des moyens de contourner les problèmes de brouillage. De toute façon, nous comptons sur l'aide des gens. Notre idée serait qu'il se crée un comité de soutien dont une tâche serait de faire des bandes pour faire l'information à la radio. Cela nous aiderait financièrement, ce qui a son importance, et nous aidera à diversifier notre action.

Pour en revenir au brouillage, nous pensons que ce n'est pas réellement la Radio Libre 44 qu'on brouille. Ce sont les travailleurs qui s'expriment dans les émissions. Nous appelons donc à un soutien très large, pour que les gens puissent continuer à s'exprimer par le moyen de la radio.

Radio Verte Fessenheim : opération 1 000 auditeurs

● Lors de l'enquête du Quotidien du Peuple sur les problèmes du nucléaire, nous avons donné la parole aux militants qui animent Radio verte Fessenheim. Cette radio, créée dans le but précis : donner à la population locale un moyen de lutter contre les risques engendrés par les centrales en construction à Fessenheim, est certainement l'une des plus écoutées des radios libres françaises. Le soutien de la population est tel que récemment, lorsqu'un hélicoptère de la gendarmerie a tenté de poursuivre les techniciens de l'émission, ceux-ci ont pu rapidement être cachés. R.V. Fessenheim (qui émet avec une portée de l'ordre de 80 km) se définit ainsi, dans le dernier numéro de Klapperstei 68 :

En premier lieu Radio Verte Fessenheim est une radio d'information : l'information sur les luttes, sur les dangers du nucléaire, sur les magouilles d'EDF et des autorités, sur le bluff de la commission de contrôle de la centrale de Fessenheim, a toujours été si bien enveloppée, diluée, noyée dans une masse d'informations inutiles qu'il est devenu nécessaire de créer une radio locale. Les informations données par RVF servent aux militants tout autant qu'aux personnes non encore sensibilisées aux problèmes de l'énergie nucléaire : reportages et témoignages sur les luttes, dossiers simples d'explication, interviews doivent permettre de rendre l'information accessible à tout le monde.

Celle-ci doit être décentralisée, faites par ceux qui vivent l'événement. Elle doit être brute, c'est-à-dire qu'il ne faut pas mâcher ses mots pour ne choquer personne. Tant pis si la vérité choque certains ! Pour Radio Verte, informer objectivement, ça n'existe pas, ni ailleurs ni chez nous. Et nous n'avons pas peur de le dire. Mais Radio Verte Fessenheim n'est pas seulement un organe d'information, c'est aussi un instrument de lutte : information sur les luttes, les actions menées, bilan, reportages... Elle doit aussi servir les luttes : expliquer plus largement une action au moment même où elle passe (comme à Mulhouse, le 1^{er} octobre, lors de la manifestation anti-canal), appeler les populations à participer aux luttes. Enfin Radio Verte Fessenheim est aussi une radio culturelle (promouvoir la culture régionale) et une radio de détente (musique, chansons, poésie).

RVF, actuellement réalisée par des militants, a pour objectif à court terme d'être une radio pour et avec les auditeurs ; à long terme, l'équipe de réalisation souhaiterait que RVF devienne la radio de la population, entièrement réalisée par elle. Pour y parvenir, plusieurs moyens : l'opération 1 000 auditeurs permet de recenser celles ou ceux qui nous écoutent pour tisser un réseau avec eux. L'objectif : trouver une « antenne » par village, et dans les villes, une par quartier. Son rôle : faire connaître la radio, organiser des écoutes publiques, récolter des informations, etc. Autre moyen : l'association des amis de la radio. Son rôle : mener des actions publiques pour faire connaître largement RVF, d'appeler publiquement à l'écoute, de soutenir efficacement RVF, financièrement, et en cas de répression ou d'arrestation. L'association aide les initiateurs de la radio à remplir ses objectifs pour que la radio devienne un véritable instrument de lutte de la population.

LA SONACOTRA IGNORE TOUJOURS LA LOI

Vendredi après-midi se déroulait au Palais de justice de Paris le procès à huis-clos de la Société Sonacotra, pour augmentation illicite des loyers. Malgré le peu de temps pour organiser la mobilisation, c'est plus de 300 résidents qui s'étaient rassemblés, bientôt chassés par la police et contraints de rester loin des abords du palais.

Alors que la direction Sonacotra avait procédé à une augmentation des loyers (ceux-ci devant être bloqués), le premier jugement du 12 septembre 77 avait fait bénéficier celle-ci d'un non-lieu. Motif aberrant invoqué par le juge : la Sonacotra ignorait la loi. Aujourd'hui, le comité de coordination ayant fait appel contre cette injustice, la Sonacotra déclare qu'elle ignorait devoir en faire la demande préalable au Ministère des finances. La mobilisation ayant pesé dans les débats, les résidents et l'avocat ont confiance dans la décision finale rendue le 2 décembre.



Cette bataille politique engagée par le comité de coordination, basée sur une longue mobilisation des résidents, est importante à plus d'un titre : — De nombreux juges attendent l'issue de ce procès pour statuer sur les demandes de saisies-arrêts sur salaires faites par la

Sonacotra.

— Une victoire du procès renforcerait le poids du Comité de coordination et démontrerait, s'il en est encore besoin, que celui-ci est seul représentant des résidents en lutte.

Cela influencerait le rapport de force et obligerait à plus ou moins long terme

la Sonacotra à accepter les justes revendications des résidents.

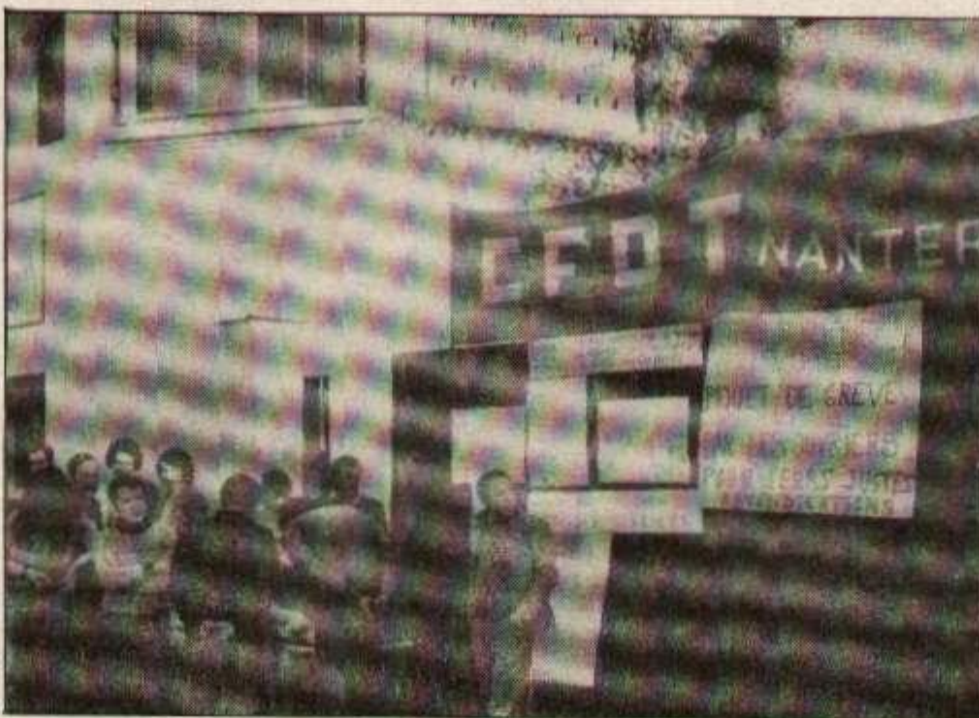
— Le Comité de coordination a réussi à exploiter les failles du système judiciaire et montre comment on peut aussi combattre, grâce à la mobilisation, la bourgeoisie sur son propre terrain.

Pellet (Nanterre)

● UN MOIS DE GREVE ● LA POLICE PEUT LES EXPULSER A TOUT MOMENT

Jeudi, à l'usine, les travailleurs recevaient tous le verdict, jugement du tribunal des référés de Nanterre qui prévoit l'expulsion des travailleurs par la police s'ils n'ont pas évacué les locaux d'ici samedi matin 9 heures et se déclare incompétent par rapport aux 3 licenciements.

Dès l'annonce de ce jugement en référé, les travailleurs se réunissent immédiatement en Assemblée générale. Ils votent la continuation de la grève jusqu'à satisfaction des revendications et initiatives dans les jours qui viennent pour renforcer le rapport de force déjà créé autour de leur lutte. A Nanterre on n'avait jamais vu ça. Tant d'argent collecté par les travailleurs d'une petite entreprise en lutte, et un soutien d'un type différent marquant la réflexion des travailleurs face à la crise. De nombreuses délégations sont venues discuter avec les grévistes de Pellet et dans de nombreuses entreprises nanterroises la solidarité a joué autour de cette lutte ; « aujourd'hui il faut se serrer les coudes, compter que sur nous-mêmes, que sur nos luttes », cette idée grandit à Nanterre, de plus en plus, pour chaque gréviste, il apparaît clairement



qu'ils ont à faire face à une concertation organisée des patrons. D'ailleurs celui de Pellet n'a-t-il pas affirmé clairement : « je ne céderai pas, sinon dans six mois ça recommencera encore ». Comment se fait-il que ce petit patronienne encore le choc d'une grève d'un mois ? Comment se fait-il qu'à Peugeot dont le fournisseur est Pellet, le stock n'est pas encore épuisé ? Les travailleurs de Pellet

ont mesuré avec ce verdict la réalité de cette « justice », partie intégrante de l'appareil de domination de la bourgeoisie sur les travailleurs et aussi la collusion directe avec la police. Le patron n'a-t-il pas devant les grévistes parler nommément d'un membre de l'UL - CFDT qu'il n'a jamais vu ? C'est dans cette situation que les 7 non-grévistes cherchent la provocation tous les jours à la porte de l'usine. Les jours

qui viennent seront déterminants et la victoire est possible. A Pellet les travailleurs ont besoin de votre soutien. Il faut organiser des délégations, développer la solidarité et être vigilant. Vous pouvez leur rendre visite à Pellet, boulevard Arago à Nanterre ou téléphoner à l'UL - CFDT au n° 769 32 43.

Corr. Nanterre

Caen

● 4ème semaine de grève aux Courriers Normands ● La direction multiplie les chantages

Jeudi, l'ensemble du personnel a reçu une lettre proposant un vote à bulletin secret pour faire reprendre le travail, lettre envoyée par la direction. Ce vote les grévistes le refusaient, pour de multiples raisons : la direction avait envoyé des lettres à des gens qui n'avaient travaillé que pendant l'été comme saisonniers et qui ont donc quitté la maison, ainsi qu'à la maîtrise, qui n'a jamais fait grève ! La question était ainsi formulée : « Oui, pour la reprise du travail, non pour la continuation de la grève », les deux formules pouvant vouloir dire la même chose ! Il n'y avait même pas de date de dépouillement, même s'il était précisé qu'il se ferait en présence d'un huissier. Les grévistes ont réussi à faire annuler ce vote.

Vendredi, se réunissait le Conseil général, réunion à laquelle participait un représentant de la compagnie Transexel, qui assure le service des bus de ville de Caen. Il a proposé un projet pour implanter une société de transport interurbain à Caen. Pour l'instant, pas de réponse officielle du Conseil général, mais il semble que les chances soient grandes que « Les Courriers Normands » soient congédiés par le Conseil général, et que cette nouvelle société prenne la relève.

Les conseillers généraux du PS ont proposé au préfet un médiateur, la direction refusant toujours de « négocier avec des grévistes ».

Il y a maintenant un chantage avec les transports scolaires, qui depuis 3 semaines, ne sont pas assurés. Dans les clauses du contrat scolaire, il est en effet spécifié que si pendant 5 jours il n'y a pas de transport scolaires, le contrat peut être résilié.

Si ce contrat est résilié, ça peut faire une cinquantaine de chauffeurs au chômage. Le préfet a d'ailleurs convoqué le directeur des « Courriers Normands », le Conseil général ayant demandé qu'ils n'assurent plus les transports scolaires. Les licenciements sont donc effectifs à l'ordre du jour. Même chantage avec les usines Citroën et SMN, que la direction utilise au maximum. Si ces contrats sont également supprimés, cela fait quarante chauffeurs de moins. Il paraît que la nouvelle société reprendrait l'ensemble du personnel des « Courriers Normands » début janvier. Mais il n'est pas possible de rester dans l'attente, jusque là.

La combativité reste malgré ces chantages, la solidarité se développe toujours, des quêtes sont faites à l'entrée des usines. Une collecte faite devant la Saviem jeudi matin à 5 heures a été particulièrement bien reçue. Ce vendredi, un camion de 10 tonnes de choux fleurs devait être distribué gratuitement aux grévistes.

corr. Caen

Boulogne sur Mer

420 licenciements aux Aciéries de Paris Outreau et le PCF ne parle que du PS !

La situation de l'emploi est catastrophique : les usines Molnycke, Beaurin, Film corporation ont fermé. La pêche est en train de disparaître, ils désarment les chalutiers et licencient, aux Aciéries de Paris Outreau, c'est l'usine N° 1 qui va fermer, ce qui entraînera 420 licenciements.

La direction de la CGT explique que la responsabilité de la situation incombe entièrement à la direction « qui n'a pas su gérer l'entreprise », et qu'il faut donc nationaliser, changer la direction (sans doute avec des gens du PCF), et que ça ira mieux. A la CFDT, certains mettent en avant que les APO étant implantées sur le territoire des quatre communes Outreau, Boulogne, Le Portel et Saint Etienne au Mont, « la suppression de toute ou partie des activités provoquera des restrictions financières pour les municipalités concernées ». Ce

sont des communes dirigées par le PS !

La section PCF d'Outreau, après la décision de fermeture de l'usine N° 1, a convoqué une réunion avec les travailleurs, dirigée par un membre du CC du PCF, venu spécialement. Mais les travailleurs présents ont été bien déçus. Toute la réunion a tourné sur les divergences avec le PS, uniquement là dessus, et la nécessité d'aboutir à un accord, puisque « dans la classe ouvrière il y a à la fois des socialistes et des communistes ». Sur l'emploi, aucun mot, sur la fermeture de l'usine N° 1, pas un mot. Durant la réunion, plusieurs ouvriers sont partis en claquant leurs chaises, ceux qui sont restés jusqu'au bout s'en sont retournés plus inquiets qu'ils n'étaient venus sur leur avenir, ou le visage crispé de colère.

Correspondant
Boulogne Sur Mer

Renault : les travailleurs disent non à la direction

Les grévistes du 38 poursuivent leur mouvement engagé depuis six semaines. Les caristes en lutte contre la restructuration de leur service ont fait reculer la direction sur la menace de licenciement d'une vingtaine d'entre eux. Vendredi les grévistes sauf un et tout les lock-outés sauf quatre, votaient contre les propositions de la direction.

A ce jour, les patrons de la Régie ne proposent que 2 400 francs d'acompte pour les semaines de lock-out et refusent de prendre en considération les revendications des travailleurs.

Nouvelles de Franche-Comté Luttes sur l'emploi

Des débrayages ont eu lieu à l'initiative de la CGT à l'usine Resinova à Lure en Haute-Saône, contre le chômage accompagnant la restructuration décidée par la direction. Pour l'instant, une dizaine de licenciements sont annoncés, mais ce sont les deux ateliers de coupe et de pressing qui sont menacés, et au-delà, il y a risque de démantèlement complet de l'usine.

Contre les licenciements, lutte aussi à la clinique de la Mouillière.

Encore une fois les flics contre les grévistes dans une entreprise gérée par le PS

L'entreprise Juradou (entreprise d'affinage de gruyère de Comté) à Besançon, est en grève depuis plusieurs jours pour une augmentation du pouvoir d'achat, (150 à 250 francs) que les travailleurs ne veulent pas confondre avec un rattrapage des salaires par rapport à la hausse des prix. Déjà les coopératives agricoles voisines de l'UAC, et Rivoire ont obtenu satisfaction sur ce point. Les débrayages ont démarré particulièrement dans les secteurs du préemballage, où les femmes sont très combatives. La grève s'est étendue ensuite, face au comportement des cadres vis-à-vis des grévistes. Comme les autres fois, quand il s'agit de négocier, il n'y a personne, et chacun se renvoie la balle. L'élément nouveau consistait dans l'élection toute récente de nouveaux administrateurs à la tête de cette union de coopératives. Dorénavant, le PS avec en particulier le président Joseph Tribut du Jura, contrôle cette coopérative qu'on dit en difficulté. Les grévistes se sont même rendus chez lui, et jeudi, le conseil d'administration déléguait tous pouvoirs au directeur M. Médan, un cadre venu de la Rhodia, pour négocier. En fait de négociations, ce fut l'appel aux flics de la ville (encore le PS) qui pénétraient dans l'usine vendredi matin pour déloger les grévistes et contrôler leur identité. Aussitôt des délégations de plusieurs entreprises, en particulier de Lip, se sont rendues sur les lieux pour affirmer leur solidarité. Ce n'est que lundi que le directeur acceptera de recevoir les délégués pour négocier, en pensant d'ici là, avoir cassé le mouvement et découragé les ouvriers, dont une grande partie est immigrée.

L'entreprise Lucco (confection) à Dole toujours occupée

L'entreprise Lucco est toujours occupée par les travailleurs, qui attendent une reprise éventuelle. Deux acquéreurs avaient déposé leurs dossiers à la sous-préfecture pour demander une aide financière. A ce jour, rien n'est encore décidé.

De Nice à Besançon

LES TRAVAILLEURS DES CENTRES DE TRI D'AIDE PAR LE TRAVAIL SE REBELLENT

● A Besançon, les pouvoirs publics veulent faire payer cher les luttes passées des travailleurs, et la fermeture du Centre a été décidée. Le 24.02.77 nous recevions nos lettres de licenciement. La DASS, la municipalité, le syndic liquidateur Jacquot (comme à Lip), les patrons, la police, la justice, tous se sont ligüés contre les handicapés et les valides pour les jeter à la rue. Et aucune initiative ne vient racheter ce coup bas après 9 mois de fermeture.

Dès le début, les travailleurs ont occupé l'entreprise. Interventions, manifs, diverses initiatives comme par exemple une porte ouverte se sont succédées. A cette époque nous avons commencé à produire, mais sans suite... Au cours du 2^e trimestre, des négociations avaient vu le jour. Un plan de relance en trois départements (CAT, Atelier Protégé, Centre de préformation) était soi-disant capable d'assurer la réouverture du CAT. Mais l'affaire du CAT à l'ordre du jour de la séance du Conseil Municipal de Besançon n'a rien apporté. Le projet ne garantissait en effet rien du tout. Ni l'emploi, ni les salaires de toutes les catégories du personnel. Sous la pression d'une bonne cinquantaine d'handicapés et valides, le projet bidon de relance a été repoussé...

Les vacances se sont écoulées. Le 8 novembre une lettre envoyée à Colette, membre du conseil d'administration du CAT, conseiller municipal socialiste, pour la reprise des négociations est restée sans réponse jusqu'à la fin octobre.

Face à ce désintéressement total, à cette ignorance de la lutte de la part de toutes les autorités, face à cette volonté manifeste d'oublier, d'étouffer, d'isoler notre lutte, il est urgent de manifester une riposte importante. Le 2 septembre comme première réponse à l'immobilisme une Assemblée générale d'une centaine de personnes décidait la reprise de la production.

— pour assurer un complément de salaires aux handicapés qui travaillent,
— pour aussi subvenir aux besoins du personnel d'encadrement en cas de suppressions des ASSE-DIC.

— il faut rappeler que les handicapés touchent 75 % du SMIC comme indemnités de chômage, l'encadrement bénéficie du régime normal.

Depuis la mi-septembre, à l'école des Lip, nous vendons notre production... moyen d'assurer un salaire décent pour tous, moyen de pression.

En soutien à notre lutte un comité s'est créé à Dijon au cours du printemps 77 et nous avons participé à un meeting de

solidarité où nous avons pu exposer nos problèmes... ainsi qu'à un autre meeting de solidarité à Belfort, et à la fête de la CFDT à Dijon.

Comment se déroule une journée de lutte au CAT depuis la décision de reprise de la production ?



Les handicapés manifestent contre la loi d'orientation.

Le matin, nous venons à 8 h 30. Une quarantaine de travailleurs handicapés et valides sont là et ce groupe est stable. Nous avons décidé de travailler environ 3 heures par jour à la production. Tout le monde met la main à la pâte quel que soit son origine professionnelle (ateliers, bureau, cuisine, entretien).

Les activités principales de feu le CAT fonctionnent : tapisserie, menuiserie, sellerie.

Chaque semaine nous faisons le point, nous discutons de nos problèmes matériels comme la suite à donner à la lutte.

L'après-midi est consacrée à des tâches plus syndicales ou au règlement des démarches administratives à accomplir.

A NICE AUSSI, LA LUTTE...

Ailleurs aussi, il y a la lutte, la répression... En particulier les travailleurs du CAT «Les Korrigans» près de Nice qui ont entamé depuis décembre 76 un combat très dur contre les pratiques d'une direction réactionnaire, que l'on pourrait même dire de type fasciste. La directrice de ce centre en collaboration avec son mari et certains membres du personnel qu'elle avait achetés a fait subir pendant 7 ans, des

sérvices graves aux handicapés : coups, brimades, jets d'eau froide, médications à outrance, cheveux rasés, camisole de force, intimidations...

Décembre 1976 : la CFDT s'implante dans le CAT, malgré la répression. Les militants syndicaux s'opposent aux pratiques fascistes qui étaient exercées contre les travailleurs handicapés. Du 3 au 9 juin 1977, une grève générale de tous les travailleurs s'est déclenchée avec le soutien de tous les centres des Alpes Maritimes... la direction a été provisoire-

classe, loi au service de la bourgeoisie. Elle est en accord total avec le plan Barre : fermeture, compressions de personnel, restriction de crédit.

Elle condamne les handicapés à être des exclus perpétuels en instituant deux commissions souveraines (en pratique sans aucun droit de recours) — la commission départementale d'éducation spécialisée — la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.

ment suspendue de ses fonctions. Le principal objectif de la lutte du CAT des Korrigans c'est de faire face au silence des pouvoirs publics, créer un rapport de force suffisant pour que la DASS prenne une décision rapide quant à leur direction rétrograde.

Au CAT de Besançon comme à celui de Nice, le but est le même : vaincre en premier l'isolement dont nous sommes les victimes. Des problèmes spécifiques se posent, mais d'autres se recourent : droit à l'emploi, droit à des salaires décent, droit d'être considérés comme de véritables travailleurs, dénonciations de la loi d'orientation dite «en faveur» des handicapés...

LA FAMEUSE LOI «EN FAVEUR» DES HANDICAPÉS

Nos luttes actuelles sont à prendre en compte mais aussi celles à venir... promises par la loi d'orientation du 30 juin 1975, enfant chéri de notre ministre Lenoir... Nous en sommes les premières victimes. Les handicapés qui veulent vivre debout, autonomes en sont pour leurs frais. Cette loi, fleuron du régime giscardien est une des plus réactionnaires qui puisse exister. C'est une loi de

On classe, on cloisonne, on divise en catégorie... on enferme dans des ghettos, sans possibilité de retour en général. Le statut d'exclus alors qu'auparavant il était un tant soi peu à l'état anarchique est désormais plus que légalisé... Cela nous ne pouvons pas le supporter, nous nous sommes battus pour le droit syndical, le SMIC, et on veut à tout prix nous imposer un régime plus que paternaliste, qui conduit l'infirme à la déchéance, à la domination totale par d'autres. On veut nous sous-payer (des salaires en moyenne de 50 à 400 F dans la plupart des CAT), on veut nous imposer des conditions de travail sous-humaines.

En aucun cas, nous ne pouvons accepter une loi qui vient à l'encontre des droits fondamentaux des travailleurs, nous rejetons le mensonge et l'hypocrisie d'une loi anti-ouvrière, pas de cadeaux empoisonnés. Abrogation de la loi d'orientation dite «en faveur» des handicapés !

Camarades, soutenez la lutte des Centres d'Aide par le Travail !

Pour toute correspondance
Section syndicale CFDT
du CAT 3, rue Champrond
25000 BESANÇON

Budget de la santé et de la Sécurité sociale

DES ÉCONOMIES SUR LA SANTÉ DES FRANÇAIS

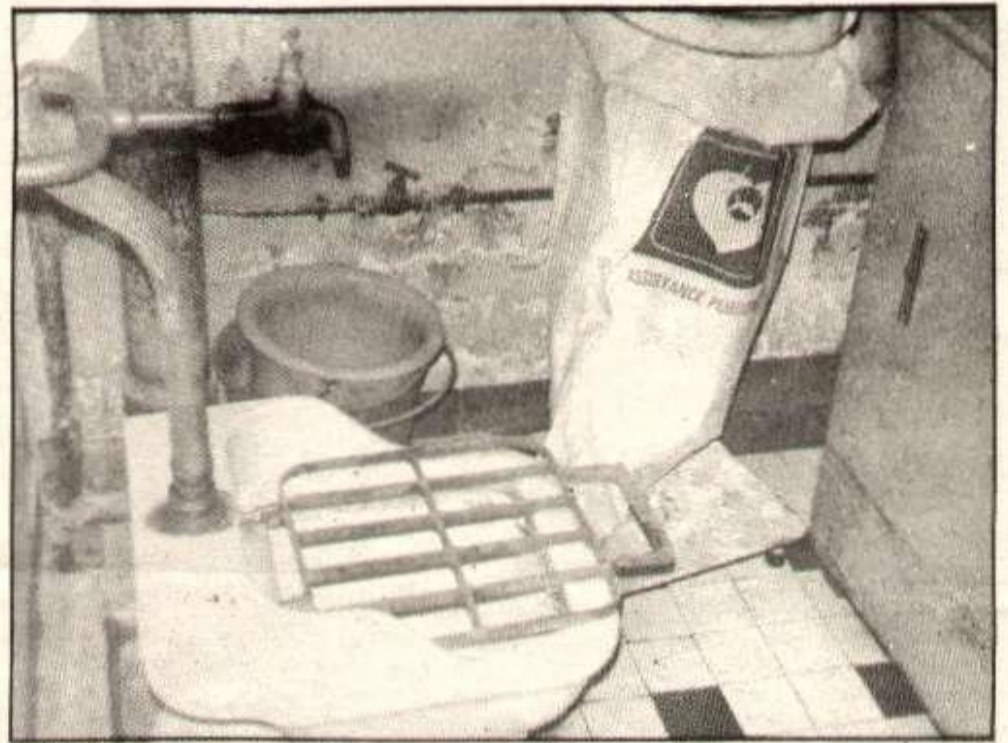
● Le budget de la Santé et de la Sécurité Sociale est en augmentation sensible par rapport à l'an dernier. Les crédits de la santé augmenteront de 21,8 %. Malgré cette augmentation, le budget de la santé ne représente que 4 % du budget de l'État. La discussion de ce budget a montré un ministre et des députés obsédés par l'idée de réviser en baisse les dépenses de santé et de faire des économies sur ce poste pourtant essentiel pour le bien-être des Français.

La préoccupation essentielle des députés et du ministre de la Santé, Simone Veil, en ce qui concerne la Santé et la Sécurité sociale transparaît dans le débat parlementaire presque à chaque paragraphe du budget : limiter les dépenses de santé, faire des économies.

RÉDUCTION DES DÉPENSES DE SANTÉ

En ce qui concerne la Sécurité Sociale, la part de son budget soumise à l'approbation du Parlement est extrêmement réduite : 4,9 milliards de francs alors que

la participation de l'État au financement de la Sécurité Sociale s'élève à 34,253 milliards de francs. Néanmoins, les députés ont abordé l'ensemble des problèmes posés à la Sécurité Sociale. Le rapporteur s'est félicité des économies réalisées en 1977, puisque le solde, au lieu d'être déficitaire, sera positif, mais il annonce pour 1978 un déficit de plus de cinq milliards de francs. Pourquoi les dépenses de la Sécurité Sociale ont-elles été inférieures à ce qui était prévu ? Les raisons en sont simples : les travailleurs ont dû réduire leurs dépenses de santé à tous les niveaux : la durée de l'hospitalisation s'est réduite, 696 médicaments remboursés à 70 % ne le sont plus qu'à 40 %, la baisse du pouvoir d'achat de nombreux travailleurs les a contraints à rogner sur leurs dépenses de santé. C'est ce que dit de façon contournée le rapporteur de la commission : « Le ralentissement de la croissance des dépenses de santé peut partiellement s'expliquer par les incertitudes de la situation économique qui n'ont guère incité les particuliers à des dépenses superflues ». Se soigner,



Prise d'eau dans un hôpital parisien

c'est du superflu !

ÉCONOMISER SUR LES HÔPITAUX

Le gouvernement veut continuer dans cette voie pour 1978 et il indique ses intentions : réduire l'absentéisme, diminuer le nombre de journées indemnisées, celles-ci ont déjà régressé en 1976, retirer à la Sécurité Sociale l'indemnisation des accidents corporels de la circulation et les confier aux compagnies d'assurance, contrôler les médecins, et surtout diminuer les dépenses d'hospitalisation. Le secteur hospitalier représente 54 % des dépenses du régime général de Sécurité Sociale, c'est ce secteur qui est le plus visé par les réductions de dépenses. Dans son intervention à la tribune de l'As-

semblée, Simone Veil a annoncé la couleur en confirmant que le gouvernement « s'est engagé à réviser tous les programmes hospitaliers sur la base d'une stabilisation du nombre de lits. D'ores et déjà, l'action de sensibilisation a entraîné une décélération du taux de croissance des dépenses de soins et un ralentissement des taux de croissance des prix de journées des hôpitaux ».

Et déjà les premiers signes de cette diminution des dépenses du secteur hospitalier sont perceptibles dans le budget 78 : les subventions pour « l'humanisation » des établissements sont en diminution de 19,4 millions, les dépenses en capital ne progressent que de 1,8 million. Le ministre se donne pour objectif la « disparition totale

des salles communes en 1981 ». Il paraît d'abord improbable que cet objectif soit atteint, ensuite les effets de cette politique dite d'« humanisation » risquent d'être plus négatifs que positifs, si les crédits de fonctionnement ne sont pas relevés en conséquence, si un important recrutement de personnel soignant n'est pas effectué. Or, ce n'est pas dans ce sens que va la politique du gouvernement.

Limitation de la durée des séjours, diminution des crédits d'humanisation, ralentissement des programmes de construction, dans le domaine de l'hospitalisation plus que dans les autres, le gouvernement fait des économies sur notre santé, et annonce de nouvelles attaques contre le remboursement des frais médicaux.

Des milliers de femmes ne peuvent pas se faire avorter en France

En 1976, 134 493 interruptions volontaires de grossesse ont été effectuées dans les hôpitaux, dont 87 025 dans des hôpitaux publics. Selon des statistiques partielles, les femmes qui se sont fait avorter ont dans 60 à 70 % des cas entre 26 et 30 ans ; dans un cas sur trois elles sont célibataires. Les demandes proviennent autant de la classe ouvrière que des couches moyennes. Dans 50 % des cas les femmes ont déjà deux enfants ou plus.

Selon le ministre de la santé, les avortements clandestins seraient en voie de disparition « puisque les services hospitaliers ne constatent plus de complications liées à des avortements pratiqués par des non-médecins ou par l'intéressée elle-même ». Cependant ces évaluations n'intègrent pas les avortements pratiqués hors du cadre légal par certains groupes MLAC ou dans des centres d'orthogénie, avortements réalisés dans des bonnes conditions et n'amenant pas de complications. Enfin, s'ils sont en diminution, les avortements clandestins n'ont pas disparus, loin s'en faut.

D'après les statistiques britanniques, le nombre de femmes venant de France pour se faire avorter dans les cliniques britanniques serait passé de 36 541 en 1974 à 4 459 en 1976. Nombre de femmes vont se faire avorter en Hollande, leur nombre n'est pas connu. La persistance, malgré une baisse sensible de ce phénomène, indique qu'il subsiste pour des milliers de femmes des problèmes pour se faire avorter dans les hôpitaux français et qu'elles sont contraintes pour celles qui en ont les moyens d'aller à l'étranger. La liberté de l'avortement est donc encore loin d'être réalisée.

Lettre ouverte du Syndicat de la Magistrature contre Peyrefitte

Le Syndicat de la Magistrature a adressé une lettre ouverte à Peyrefitte pour protester contre la façon dont ce dernier avait commenté l'attentat contre les locaux du Syndicat de la Magistrature. A l'Assemblée, Peyrefitte avait notamment déclaré : « Il est particulièrement choquant qu'une organisation syndicale se laisse aller à commenter une affaire judiciaire en cours d'instruction (l'affaire Croissant)... Ceux qui s'y abandonnent ne risquent-ils pas d'en devenir les victimes désignées ? Dans un journal de ce soir, à propos d'une explosion qui s'est produite ce matin, je lis en effet cet inter-

titre : « Attentat anti-Baader à Paris : nouvel attentat ce matin à Paris, lié à l'affaire Baader. Mais cette fois, dirigé contre les terroristes ». De quoi s'agit-il donc selon ce journal ? Du Syndicat de la magistrature, nommé désigné par le quotidien ! »

Dans sa lettre, le Syndicat de la Magistrature écrit : « Cautionner aujourd'hui ceux qui s'attaquent, par des imputations gratuites de terrorisme, aux mouvements et aux personnes qui défendent le respect des libertés, n'est-ce pas annoncer pour demain la répression d'une contestation démocratique... »

Antibiotiques : mise en garde de l'OMS

L'OMS (Organisation mondiale de la Santé) s'inquiète de l'utilisation abusive et à tout propos des antibiotiques qui en atténuent l'efficacité dans les cas graves. Selon l'OMS « les antibiotiques sont utilisés en quantités considérables, pour lutter contre les infections virales comme la grippe et le rhume, ainsi que contre de nombreuses maladies diarrhéiques, alors qu'ils sont totalement inefficaces dans ces cas précis ». L'utilisation de la tétracycline dans l'alimentation du bétail, amène la transmission de cet antibiotique à l'homme et réduit considérablement son efficacité en cas de maladie. Des virus et les bactéries s'immunisent en effet contre l'action des antibiotiques.

Les bactéries qui résistent aux antibiotiques en raison de leur emploi disproportionné et inconsidéré se multiplient. Ce phénomène est responsable de l'aggravation de la blennorragie et d'épidémies de typhoïde et de dysentrie au Mexique, en Amérique centrale et au Bangladesh.

L'assassin présumé de Lucien Melyon interrogé

L'assassin présumé de Lucien Melyon, ce jeune Guadeloupéen assassiné à l'entrée d'un concert pop s'est présenté aux policiers de la 2^e brigade territoriale. Il s'agit bien d'un vigile supplétif engagé par les organisateurs du concert. Il affirme qu'il n'a pas tiré sur Lucien Melyon et qu'il n'avait pas d'arme, mais reconnaît s'être battu avec les jeunes Guadeloupéens. Lors de la perquisition effectuée à son domicile on a découvert des insignes nazis, des ouvrages consacrés au 3^e Reich et des portraits d'Hitler. Une preuve supplémentaire des liens qui unissent la société « Show services » qui assure le service d'ordre des concerts et l'extrême-droite. Les organisateurs prétendent maintenant qu'ils avaient licencié le suspect.

Le plus scandaleux, c'est que malgré ces nouveaux éléments, la presse et la radio continuent de dire que le coupable est un « Hell's Angels » ou un rocker, et justifient l'emploi par les organisateurs de spectacles de supplétifs.

Boulogne : trafic de cartes de séjour

« Je suis ouvrier immigré, j'ai fait une demande de renouvellement de carte de séjour et une demande de carte de travail il y a maintenant un an. J'ai reçu un récépissé de 3 mois, et à chaque expiration du récépissé, on rajoute 3 mois et ainsi de suite jusqu'à aujourd'hui. Pourquoi ? »

L'agent de police, responsable au bureau des étrangers, me dit qu'il a envoyé le dossier à la préfecture d'Arras et qu'il faut attendre. Je ne suis pas le seul, beaucoup d'autres immigrés à Boulogne sont dans le même cas, et parfois plus grave (4 ans par exemple). Et voilà qu'au mois d'octobre, un Algérien est parti à la préfecture demander des nouvelles de son dossier : pas la moindre trace. Après vérifications, il s'est avéré que tous les dossiers sont restés à Boulogne ! L'agent de police le gardait dans son bureau, non

par oubli, mais pour faire du commerce : donner la carte de travail en échange d'une certaine somme d'argent. Et ce commerce durait depuis quelques années. Des travailleurs immigrés ont reçu des préavis d'expulsion pour situation irrégulière, avec pour dernier délai, le 28 octobre. L'affaire est étouffée, personne n'en parle, ceux qui veulent porter plainte sont menacés.

Et comme nous ne votons pas, le PCF et le PS qui sont pourtant nombreux à Boulogne tournent le dos en disant oui c'est injuste, c'est des malheureux. A droite, c'est la répression, à gauche c'est l'hypocrisie, le mensonge. Mais nous faisons partie de la classe ouvrière de France, et nous nous battons jusqu'au bout au coude à coude avec les travailleurs français.

Correspondant

Tribune libre



PCR

Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

CONVENTION NATIONALE DU PS

Tactiques vis-à-vis du PCF, investitures, situation interne

«En démontrant son unité, sa cohérence et son unanimité autour de François Mitterrand, le PS a choisi la bonne voie».

Ces propos tenus par Hernu avant la réunion du 8 octobre du Comité Directeur ne sont à l'évidence plus d'actualité. Les logiques des positions du CERES et de celles de Mitterrand sont suffisamment opposées pour qu'à la veille d'une Convention Nationale importante, puisqu'elle traitera tout à la fois des investitures, de la tactique à suivre et de la situation interne, elles réapparaissent avec netteté.

La Convention Nationale de ce week-end est le lieu d'un affrontement politique majeur, et on peut dire à tout le moins que l'équilibre interne du PS n'en sortira pas renforcé. Cela au moment où le parti de Mitterrand est engagé dans des difficiles négociations d'investitures avec le MRG, et surtout dans une épreuve de force avec son «allié» le PCF.

DES INVESTITURES CONTESTÉES

La règle veut dans le Parti socialiste que ce soient les sections qui désignent les candidats à chaque élections. On peut même dire que pour beaucoup de ces organisations c'est la principale activité. Bien des adhérents du PS font connaissance à cette occasion ; et à celle-là seulement. Pourtant les statuts ne sont pas respectés dans bien des cas et il est courant que les principaux dirigeants du PS fassent savoir avec insistance qu'ils tiennent à ce qu'un tel ou une telle soit le candidat désigné dans une circonscription. Généralement cela ne pose pas trop de problèmes d'une part à cause de l'apathie qui caractérisait ce parti ces dernières années et aussi sans doute parce que les candidats généralement proposés par ce canal jouissent d'une certaine notoriété qui flatte plus qu'elle ne dérange les sections concernées.

Les prochaines législatives cependant réveillent de nombreux adhérents et surtout de puissants appétits. Le CERES voit aujourd'hui la possibilité d'accroître sa représentation parlementaire. Cela a entraîné de sa part une intense mobilisation qui a eu pour conséquence que plusieurs candidats proposés par Mitterrand se sont vu repoussés au profit de militants de la tendance Chevènement. Cela, Mitterrand ne peut l'accepter et bon nombre de cas litigieux tel celui du Val de Marne et de la Côte d'Or occuperont pas mal du temps des militants réunis ce week-end.

LE CAS PARTICULIER DE PARIS

En ce qui concerne la capitale, le problème est plus complexe, car les Radicaux de gauche sont mêlés à la discussion.

La majorité avait en effet promis un certain nombre

de circonscriptions aux radicaux de gauche dans lesquelles ils devaient faire figure de candidats uniques du PS et du MRG au premier tour. Seulement, autre complication, le CERES tient la fédération de Paris ce qui lui donne une audace particulière dans les tractations. Dans le treizième arrondissement par exemple, le CERES a trouvé comme moyen d'é-



...ce qui rend le «premier secrétaire» perplexe sur la meilleure manière de combattre deux adversaires simultanément.

vincer le candidat mitterrandiste de laisser la place à Luchaire du MRG ! Par contre le CERES est intransigeant sur le quatorzième arrondissement où il refuse à tout prix la candidature d'Attali afin de présenter une militante du CERES.

La Convention de ce week-end devra donc trancher ces litiges en tenant compte de la minorité CERES et de la susceptibilité du MRG, à fleur de peau ces derniers temps. La discussion promet d'être animée. Elle n'est pas

publique nous dit un responsable du PS car ce genre de débats ont un aspect «magouilleux» (sic) «qui pourrait prêter à interprétation». Avant cependant d'engager un débat aussi épineux, les délégués se réuniront le matin en «réunion de courants».

LES REUNIONS DE COURANTS

C'est un usage dans ce parti que les courants, qui n'ont aucune existence statutaire, théoriquement, entre les Congrès, se réunissent tout à fait officiellement au cours des Conventions nationales et des Congrès.

Sans doute possible, ces réunions donneront lieu à une des plus intéressantes parties du rassemblement. Ces réunions sont toujours l'occasion pour les différents responsables de chacune des deux tendances de dévoiler à leur base une partie de la tactique qu'ils entendent adopter pour

privaient pas de souligner «l'unanimité retrouvée» du PS et se complaisaient à énumérer les différents signes de la détente : — élaboration en commun de la motion de ce Comité Directeur, annonce que la tenue de la Convention nationale de ce week-end, serait préparée par une commission comprenant des représentants des deux courants.

Quiconque sait un peu ce qu'est le CERES ne pouvait se laisser abuser par cette prétendue unité. Les faits ne devaient pas tarder à le montrer. Dès le 30 octobre, le CERES, faisait parvenir à Mitterrand un document dans lequel il se targue de faire des «propositions nouvelles pour débloquer la situation de la gauche».

Ces propositions qui sont assez nettement des concessions au PCF sont présentées comme devant mettre Marchais «au pied du mur». Rappelons-les brièvement, elles sont au nombre de quatre. 1. Sur les revenus : augmentation différenciée par tranches ce qui reviendrait approximativement à une hiérarchie des salaires de 1 à 5 préconisée en parole par le PCF. 2. Rapprochement avec les positions du PCF sur l'imposition des entreprises. 3. Point capital, puisqu'il traite des nationalisations. Le CERES propose d'ajouter vingt filiales qui additionnent au 295 firmes déjà admises par le PS et qui représentent environ soixante mille salariés (une bagatelle). 4. Sidérurgie, le CERES propose d'aller au delà des participations majoritaires à 70 % dans les principaux groupes. Au bout de deux ans ces entreprises seraient nationalisées automatiquement. C'est sans doute ces propositions qui occuperont une bonne partie des débats de politique générale sur la situation de l'Union de la gauche.

DU COTE DE LA MAJORITE

Du côté de la majorité, on se refuse à prendre en considération ces propositions pour deux raisons. En premier lieu parce qu'elles favorisent le projet du PCF en accroissant «plus qu'il ne faut le secteur étatisé» ; en second lieu parce que toute concession, est jugée inopportune pour le moment. «Ce serait du bois jeté au feu» dit Mitterrand lors du dernier Comité Directeur. Il n'est nul besoin d'être grand clerc en effet pour voir que le PCF continue à mener sa campagne de propagande et que cela va



Mitterrand pris à revers par Chevènement...

durer jusqu'au mois de janvier. Cela fait maintenant quelques semaines que la polémique stagne, le PS ne répondant que mollement aux attaques quotidiennes de Marchais sur son «virage à droite». Il semble bien que la polémique s'enlisant, ceux dans la majorité qui prêchaient ouvertement pour le programme socialiste et qui voulaient gouverner sans le PCF, se font plus silencieux. Ils croient voir leur heure arrivée et n'éprouvent donc pas la nécessité de s'affirmer trop ouvertement.

En ce qui concerne le courant «mitterrandiste» à proprement parlé, il reste dans l'expectative continuant à s'affirmer partisan du Programme commun et fait savoir parallèlement que si le PCF ne veut pas réactualiser le Programme commun de 72, ils s'en contenteront tout en gardant les places du PCF dans un éventuel gouvernement de gauche. Rien ne permet en effet plus aujourd'hui qu'hier d'affirmer qu'il n'y aura pas d'accord PC-PS avant 78. Mitterrand attend son heure, c'est-à-dire que la campagne du PCF prenne fin...

COMBIEN DE VOIX POUR MITTERRAND ?

C'est à propos de l'appréciation que porteront les délégués sur leur direction nationale que subsiste une inconnue. Le CERES parviendra-t-il à convaincre les délégués que même si des progrès ont été réalisés, la nouvelle direction n'a pas respecté ses engagements de Nantes sur le code de «bonne conduite» dans le PS.

Parviendra-t-il à recueillir plus de voix qu'à Nantes ? Il est difficile de le dire aujourd'hui.

Une seule chose est sûre, les débats seront animés et Mitterrand résistera difficilement à la tentation de faire payer cher au CERES la publication de ses propositions «d'ouvertures» en direction de Marchais. Il devra seulement choisir s'il est préférable de sanctionner cette «trahison», s'il a intérêt pour quelques temps encore, à passer un compromis avec le CERES de manière à ne pas avoir deux adversaires à combattre simultanément dont l'un à l'intérieur de son propre parti.

François MARCHADIER

Giscardien-standard

Vendredi soir, sur la troisième chaîne, une publicité annonçait dans les journaux qu'on pourrait poser des questions aux leaders du Programme commun. Vérification faite, c'était la Tribune Libre de «l'association pour la démocratie» créée par Giscard pour la campagne électorale. Pendant un quart d'heure, M. Bassi (Michel) s'est escrimé à appeler Marchais, Mitterrand et Fabre au téléphone, en sachant d'avance qu'ils ne répondraient pas. Après quoi, il a demandé aux téléspectateurs de les appeler eux-mêmes pour leur poser des questions sur le prix de l'essence ou les revenus des médecins après 78. Une suggestion : puisque M. Bassi a donné aussi le numéro de son «association», on pourrait lui téléphoner pour lui demander l'origine de ses fonds...

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevènement
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Rencontre des directions syndicales

QUELLE RIPOSTE A L'AUSTÉRITÉ ?

● Venant après des mois d'optimisme officiel, la publication des chiffres de l'indice gouvernemental des prix pour septembre, le battage éhonté fait par Barre autour de ses prétendues mesures anti-hautes, sont venues remettre aux premières pages des journaux une question restée d'actualité pour les travailleurs depuis des mois : celle de l'austérité

Après le 7 octobre 1976, où la volonté massive de faire échec au plan Barre s'était manifestée clairement, les journées d'action qui se sont succédées jusqu'au 24 mai dernier avaient été autant de ratages, de moments de désillusion pour ceux des travailleurs qui y participaient « quand même ». La cause en était claire : avant et après les élections municipales, une préoccupation dominait dans les états-majors des confédérations : faire patienter la classe ouvrière jusqu'aux élections législatives, organiser la désorganisation des luttes de manière à ce qu'aucun mouvement vigoureux ne vienne compromettre les chances électorales des différents partis de gauche auprès de certaines couches dites moyennes.

MANOEUVRES DE « DÉBORDEMENT »

Plus d'un mois après la rupture de l'Union de la gauche, la situation commence à se présenter en termes différents. Et d'abord, au niveau des directions syndicales elles-mêmes : on connaît assez les liens entre celle de la CGT et le PCF ; quant à celle de la CFDT, on la sait largement favorable au parti socialiste. Or, les signataires du Programme commun se trouvent aujourd'hui, du fait de leur concurrence accrue, dans la situation de devoir offrir aux travailleurs le visage d'authentiques défenseurs de leurs intérêts de classe.



C'était le 24 mai dernier. Depuis, la situation politique a bien changé.

C'est évident pour le PCF, qui tente de cette manière, de porter des coups au parti socialiste. Par voie de conséquence, cela devient également une nécessité pour le PS, lui-même, afin de ne pas se trouver trop « débordé » sur sa « gauche ».

QUESTIONS NOUVELLES

Mais c'est également dans les masses elles-mêmes que les questions se posent aujourd'hui en termes différents. Effectivement, au fur et à mesure que le « changement » promis par les partis de gauche pour 78 tend à s'estomper, la nécessité de dégager d'autres perspectives peut se développer assez largement.

Naturellement, il s'agit d'abord des solutions poli-

telle que Barre l'organise depuis plus d'un an : c'est ce moment que les directions des centrales syndicales (CGT, CFDT, FEN), ont choisi pour se rencontrer. Elles se seraient entendues pour organiser « une action d'ampleur nationale comportant des débrayages » vers la fin du mois de novembre.

tiques que la classe ouvrière peut apporter à la crise. Mais en même temps on ne peut taire les questions revendicatives laissées en suspens depuis une année : la dégradation continue des conditions de vie et de travail continue à les mettre en avant.

SÉGUY ET MAIRE EN SITUATION DÉLICATE

Alors, Séguéy et Maire vont devoir manœuvrer dans des conditions plus difficiles qu'auparavant. Non seulement leur unité se trouve plus délicate à réaliser que dans une commune tactique d'étouffement des luttes. Mais encore, ils peuvent se trouver face à une situation politique nouvelle chez les travailleurs eux-mêmes. En même temps, les préoccu-

pations électorales demeurant, ils continueront certainement à vouloir limiter le combat de classe dans des limites compatibles avec leurs objectifs.

Mais la journée d'action prévue pour la fin du mois s'annonce sous des couleurs différentes de celles que nous avons connues depuis un an. En même temps que les questions politiques fondamentales sur la société que nous voulons construire, il faudra nécessairement débattre des conditions pour apporter une riposte convenable au plan Barre qui continue ; il faudra examiner les conditions pour obtenir, quel que soit le résultat des élections, la satisfaction des revendications pressantes de la classe ouvrière.

Jean LERMET

Marchais « censuré » par l'Humanité ?

Parlant à Sartrouville vendredi soir, le secrétaire général du PCF avait dit : «*Pouvons-nous aller plus loin dans les concessions ? Pouvons-nous faire encore un autre pas ? Je le dis clairement : s'il ne s'agissait que de faire preuve de bonne volonté, si nous pensions qu'il était possible, sans porter préjudice au changement, de faire de nouvelles concessions, nous en ferions d'autres. Car nous, les communistes, nous avons consacré, nous consacrons, nous consacrerons tous nos ef-*

forts à l'union ; et si agir dans l'intérêt de l'union et du changement, c'était faire un nouveau pas, oui, amis et camarades, sans hésiter, je vous le dis, nous le ferions. Mais aller plus loin, nous ne le pouvons pas. »

Tout le monde a pu entendre cet extrait de son discours à différentes radios. Mais l'Humanité de samedi matin, qui publiait les propos du dirigeant du PCF, le passait complètement sous silence. Reli-

sons donc : un jour, le PCF pourrait être amené à «*faire encore un autre pas*», à «*faire de nouvelles concessions*». Ce jour-là, il s'agirait d'expliquer aux militants que c'est «*dans l'intérêt de l'union et du changement*». Le passage du discours de Marchais censuré aujourd'hui par l'Humanité pourrait alors servir de justification. Mais aujourd'hui, toutes les forces doivent être mobilisées dans la polémique contre le PS. Il convient donc de ne pas trop en parler.

● Les « clubs perspective et réalité », giscardiens, se réunissent. On croyait pourtant qu'ils avaient été fondus à l'intérieur du « parti républicain », au moment de sa fondation... Tous les partis de la « majorité » sont là, sauf le RPR. Barre viendra aussi prendre la parole. Les non-chiraquiens essaient encore de s'organiser.

● On nous parlait très fort de l'unité de la « majorité ». Mais le protocole d'accord électoral entre ses différents partis (moins JJSS) n'a pas été signé à la date prévue : trop de désaccords, notamment sur les sièges de députés de Paris et des colonies.

La vertu effarouchée du PCF

Nettement en évidence, L'Humanité de vendredi annonçait sous le titre *Compromis historique avec le patronat ?* des révélations... Des personnalités du PS et du MRG ont dîné le 28 septembre avec des dirigeants de groupes industriels à nationaliser !

Ce dîner organisé par le club « Le siècle » regroupait des patrons comme Ferry, PDG de la sidérurgie, Châtillon, directeur général du Crédit industriel et commercial ; Jérôme Monod, secrétaire général du RPR, Poniatowski, Robert Fabre, Charles Hernu.

L'objectif de ce club est de « combler le fossé existant entre différentes catégories de gens ayant des préoccupations voisines même s'ils n'ont pas les mêmes idées ».

Si vous voulez voir sortir ou entrer tout ce joli monde vous pouvez vous rendre au restaurant « Le nouveau cercle » le quatrième mercredi de chaque mois.

Selon L'Humanité les patrons invités ce soir-là appartenaient plus précisément aux groupes dont le PCF exige la nationalisation.

Parmi « les politiques » se sont faits remarquer : Fabre, qui a également partagé la table d'un banquier conseiller de Giscard quelques jours plus tard, Bouloche membre de la commission économique du PS, les vice-présidents du MRG Crépeau Bredin, Schwartenberg délégué général de ce mouvement.

L'Humanité fait semblant de voir une nouveauté dans de telles rencontres. En fait, ces messieurs n'ont pas atterri à cette table à cause d'un virage à droite mal négocié ; c'est chez eux naturel. Ce n'est pas nouveau. La seule différence, c'est que jusqu'ici, le PCF détournait la tête pour faire semblant de ne pas le voir.

A la suite de cette affaire, le MRG Fabre et le socialiste Bouloche, mis en cause, ont réagi. Le premier a affirmé : «*Pour ma part, je continuerai à rencontrer tout le monde*», après avoir suggéré que le PCF ajoute à sa «*charte des libertés*» un chapitre prévoyant «*qu'on a le droit de jouer au football et aux cartes, et de se retrouver à table avec des gens qui ne partagent pas vos opinions* ». Et, pour le député socialiste, «*il est excellent et tout à fait naturel que l'on échange des points de vue avec ses adversaires politiques* ».

En somme, ces messieurs ont raison : la nouveauté, ce n'est pas leur participation à ces dîners ; c'est que l'Humanité la découvre aujourd'hui.

Où va le PSU ?

Dans un communiqué commun, le PCF et le PSU affirment : «*Aucune amélioration durable ne pourra survenir sans de profondes transformations anti-capitalistes de la vie économique et politique du pays. Il n'y a pas d'autre remède à la crise qu'un véritable changement (...). L'union doit se faire sur une base claire excluant toute forme de compromis avec la droite et permettant un véritable changement. Les deux partis estiment que les forces qui luttent pour l'autogestion doivent y prendre place* ».

D'un côté, le PSU soutient donc pour l'essentiel les positions du PCF sur les points essentiels de sa polémique avec le PS. De l'autre, Marchais s'engage à lui assurer une place dans une gauche éventuellement reconstituée. Est-ce bien de cette manière que l'on constituera «*une gauche différente* », comme le proclament les récentes affiches du PSU ?

Ambiguïtés écologiques

Dans le mensuel écologiste *Le Sauvage*, Brice Lalonde apprécie ainsi la situation politique : «*Depuis quelque temps — précisément depuis mai 68 — le champ politique se couvre de questions incassables dans la question mère — celle du travail — sauf au prix d'acrobaties abstraites : mouvement des femmes, lutte contre les diverses formes de surveillance et de répression sociale, soulèvement de territoires contre l'État, action des écologistes, etc.* Il précise cependant un peu plus loin : «*Non pas que la question du travail ait réellement trouvé une réponse définitive, mais un accord lie implicitement les protagonistes du travail ligés en droite et gauche : oui à la société de production où le travail occupe une place éminente* ».

Reste que la production, en tant qu'elle est celle des conditions de vie, reste fondamentale pour toutes sociétés humaines. Reste qu'aujourd'hui, cette question fondamentale se pose toujours en termes de classe, en se fondant sur le conflit capital-travail qui n'est d'ailleurs pas le «*clivage droite-gauche* ». Mais, Brice Lalonde et le mouvement écologiste ont par ailleurs le mérite de poser des questions tout à fait essentielles.

Dans le prochain numéro du Quotidien : notre dossier sur la Révolution d'octobre 17

Nouvelles de Grande-Bretagne

Les mineurs refusent le plan de productivité

Les mineurs ont refusé, à la fin du mois dernier, de ratifier le «plan de productivité» élaboré par les directions syndicales et le gouvernement travailliste. Ce plan prévoyait une augmentation de 23,50 livres pour les mineurs remplissant les normes hebdomadaires. Au contraire, les travaillistes ont réclamé une augmentation plus forte, et sans conditions, comme rattrapage de leur pouvoir d'achat, largement entamé par l'inflation. Ce vote, effectué avec une large participation et à une majorité de 56 %, montre qu'après le Congrès des Trade-Unions où les dirigeants syndicaux ont pu reconduire leur politique de collaboration, les mineurs n'ont pas renoncé à lutter.

Fermeté et clairvoyance des ouvriers face à la provocation de Chrysler

2 000 ouvriers occupent depuis plus d'une semaine l'usine Chrysler de Linwood (Ecosse) pour exiger sa réouverture. Prenant prétexte d'un conflit mineur — quatre régleurs qui contestaient une modification dans leur méthode de travail — la direction a lock-outé 7 000 personnes immédiatement. Les travailleurs et les syndicats mettent tout en œuvre pour démasquer ce qui apparaît comme une provocation de la direction. Celle-ci semble chercher à renégocier tous les accords signés au cours de 17 dernières années sur les horaires flexibles, les retards et absences, les heures supplémentaires, la sécurité, les charges de travail et les boycotts de solidarité avec d'autres usines. Une autre raison est possible : l'usine ne tournait qu'à moins de 50 % de sa capacité de production.

Grève pour les salaires à British Oxygen

3 200 ouvriers font grève depuis 3 semaines à British Oxygen pour exiger une augmentation de 650 F par mois, la plupart ne touchant que 1 700 F. Ils rejettent l'offre de la direction : 10 %, pas plus que ce que recommande le gouvernement, plus une prime de production. 20 000 ouvriers sont au chômage technique à cause de cette grève, mais plusieurs syndicats ont fait savoir qu'en solidarité ils refusaient d'utiliser des bouteilles d'oxygène importées.

1 000 ouvrières de l'Horlogerie lock-outent leur direction

Le 27 octobre, 1 000 ouvrières de deux usines d'horlogerie de la vallée de Swansea, ont occupé leurs usines, empêchant la direction d'y pénétrer, et ont continué à travailler. Elles exigent une augmentation de salaire de 40 %.

A Londres, une autre usine de la même entreprise est occupée par ses 500 ouvriers et ouvrières en riposte au lock-out par lequel la direction a voulu s'opposer au coulage des cadences. Ils exigent une prime de production.

Coupures d'électricité : soixante centrales en lutte

Depuis plusieurs jours des coupures d'électricité sauvages appuient les revendications des travailleurs de 60 centrales réparties dans tout le pays : transport gratuit entre le domicile et l'usine, attribution gratuite d'une certaine quantité de fuel domestique, augmentation de la prime d'équipe. «Mais il n'y a pas que ces revendications», déclare un représentant national des 4 syndicats impliqués : «Nos salaires ont été freinés pendant déjà deux ans et c'est la principale source de mécontentement des travailleurs».

Afrique du Sud

Embargo sur les armes

Par 15 voix contre 0, le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté vendredi l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. La résolution demande aux 148 membres des Nations-Unies d'arrêter immédiatement la fourniture d'équipements militaires, policiers, et de munitions à l'Afrique du Sud. C'est la première fois qu'un Etat membre de l'ONU est l'objet de telles sanctions, sanctions obligatoires. C'est une défaite historique pour le régime raciste de Vorster, qui consacre son isolement international. La mise à l'ordre du jour de cette résolution a été hâtée par la vague d'interdictions et de répression déchainée par le gouvernement de Prétoria le mois dernier, qui montrait ainsi son mépris des pressions diplomatiques.

Pourtant, ces sanctions sont un minimum par rapport à ce que demandaient les pays africains. Les trois résolutions qu'ils avaient proposées la semaine dernière et que les puissances occidentales avaient repoussées, prévoyaient en plus des sanctions économiques obligatoires incluant le domaine nucléaire. Les USA, la Grande-Bretagne et la France proposaient, de leur côté, un embargo sur les armes de 6 mois seulement. Le texte finalement voté est un texte de compromis. Cependant, dans l'esprit de Young, ambassadeur de Carter à l'ONU, cet embargo n'est pas un moyen de combattre le régime raciste, mais

une pression qui laisse la porte ouverte aux «changements pacifiques» qu'il préconise. Il a en effet déclaré «Nous attendons le jour où les progrès en Afrique du Sud permettront au Conseil d'effacer la tache dont cette résolution a marqué l'Afrique du Sud».

Cet embargo minimum, voté bien tard sous la pression des peuples alors que, depuis des années, les impérialistes l'ont retardé grâce à leurs vetos au Conseil de Sécurité, ne sera sans doute pas très efficace. En effet, grâce à l'aide de la RFA et de la France, le gouvernement raciste de Prétoria s'est doté d'une puissante industrie d'armements qui lui permet de se suffire au moins à 75 %. Et il a déjà, on le sait, les moyens de fabriquer la bombe atomique. De plus, les racistes ont eu le temps de prendre leurs précautions d'après une analyse des statistiques officielles : les importations d'armements et de pétrole ont atteint 1,85 milliard de dollars pour 1977, soit six fois plus qu'en 1973.

C'est plus par la défaite politique des racistes, par le recul des impérialismes occidentaux qu'il représente que cet embargo est important, même si son efficacité n'est pas très grande. Prenant appui sur ce succès, les pays du Tiers Monde exigent certainement de nouvelles sanctions qui porteront des coups accrus aux racistes d'Afrique australe.

J.P. CHAMPAGNY

Angola

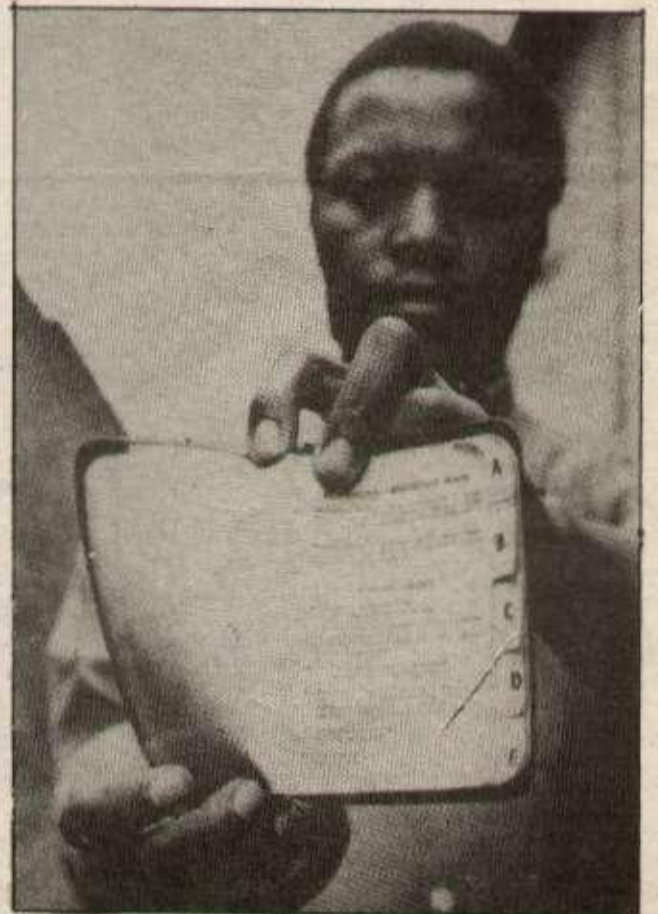
«Les militaires cubains sont venus à la demande du MPLA quand notre pays était envahi par les armées régulières du Zaïre et de l'Afrique du Sud», a déclaré Paulo Jorge, ministre des Affaires étrangères de l'Angola, au cours d'une interview accordée à Lisbonne à un journaliste du Monde. «Ils resteront chez nous tout le temps qui nous sera nécessaire. D'ailleurs, au nom de quel droit, de quelle morale, les États-Unis et la France peuvent-ils s'insurger contre la présence en Angola des forces cubaines alors que leurs gouvernements envoient eux aussi des troupes à l'étranger?».

Il y aurait aujourd'hui 24 000 soldats cubains en Angola, auxquels s'ajouteraient 3 000 conseillers soviétiques. L'effectif militaire cubain aurait récemment été augmenté (5 000 soldats supplémentaires), notamment lors des troubles qui s'étaient manifestés au sein du MPLA en mai dernier ; pour Paulo Jorge, les «liens privilégiés» qui se manifestent

ainsi avec l'Union soviétique et Cuba s'expliquent par «le devoir internationaliste qui nous conduit également à apporter un soutien matériel et logistique aux peuples d'Afrique australe pour qu'ils puissent atteindre leurs objectifs».

Depuis quand suffit-il de se retrancher derrière les pratiques des autres impérialismes, en l'occurrence américain et français, pour justifier des pratiques semblables ? Au nom de l'internationalisme prolétarien, les troupes à la solde du social-impérialisme disposent avec l'Angola d'une base toujours plus forte pour sa pénétration en Afrique, et tentent de faire régner en Angola l'ordre cubain. Pareillement, les parallèles établis par le ministre angolais laissent peser de graves menaces pour les mouvements de Libération qui mènent la lutte armée en Afrique australe. À l'évidence, le social-impérialisme va tout faire pour appliquer là-bas la tactique qui lui a permis de mettre un pied en Angola.

Suppression du «Pass» La ségrégation institutionnalisée



Le système du «pass», signe et instrument de l'oppression raciste.

Le gouvernement raciste de Prétoria vient de publier un projet de loi prévoyant la suppression du «pass» pour les Noirs, et son remplacement par un «document de voyage». Le «pass» (passeport) est le signe, en même temps qu'un instrument de l'oppression que la minorité blanche raciste fait peser de manière permanente sur les travailleurs noirs. C'est un livret de travail sur lequel sont inscrits tous les renseignements concernant chaque travailleur, et qu'il doit toujours pouvoir présenter, avoir sur lui, sans quoi il est immédiatement emprisonné.

Le «document de voyage» qui remplace le «pass» aura exactement la même fonction. Mais il sera délivré par les «bantoustans», réserves délimitées par les racistes pour les Noirs. Ce changement, présenté par le régime de Vorster comme une réforme, est en fait un pas de plus vers la nouvelle version de l'apartheid : le prétendu «développement séparé».

Avec ce «document de voyage» les travailleurs noirs deviendront, dans ce pays dont l'économie a été construite sur leur sueur et

leur sang, des travailleurs immigrés. Les «improductifs», familles, chômeurs, vieillards seront parqués dans les «bantoustans» tandis que dans la zone blanche, là où se trouvent toutes les villes et les usines, les travailleurs noirs seront à la merci des racistes qui pourront les déporter.

En même temps, par cette décision, le régime de Prétoria veut accélérer l'accession des «bantoustans» à une prétendue indépendance. Certains des fantoches qui administrent les réserves ont d'ailleurs contresigné le projet de loi. Les racistes prétendent qu'avec la «bantoustanisation», il n'y a plus de problème puisque chacun est chez soi ! Ils oublient de dire que les bantoustans sont dans des zones pauvres, isolées, peu développées, disséminés en petites taches dans tout le territoire. Le projet n'est approuvé que par les chefs de tribus fantoches que Vorster paie grassement. Ce que le peuple d'Afrique du Sud réclame, ce n'est pas le droit pour quelques noirs de gérer ces camps de concentration, c'est tout le pouvoir sur l'ensemble d'un pays qui est à lui.

USA

* Il semble se confirmer que Carter, retenu aux USA pour faire adopter son plan sur l'énergie, repousse à décembre ou janvier la tournée internationale qu'il devait effectuer en novembre.

* Helms, ancien dirigeant de la CIA vient d'être condamné à 2 000 dollars d'amende et 2 ans de prison avec sursis pour avoir caché à une commission sénatoriale le rôle des services secrets US au Chili.

Carrillo : censuré et reconnaissant

Santiago Carrillo avale les affronts avec le sourire. Le secrétaire général du PC espagnol, auteur d'un livre sur l'État et l'euro-révisionnisme, s'il a abrégé son séjour à Moscou, devenu difficile après que les dirigeants du Kremlin l'ait empêché de prononcer le discours qu'il avait préparé à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, n'a pas tardé à trouver les excuses et les prétextes qui lui permettront de retourner encore à Moscou. « Il n'est pas déshonorant, a-t-il dit, de ne pas avoir été choisi pour parler ici, ce serait plutôt une reconnaissance de notre position particulière. Je serais venu à Moscou même si j'avais su à l'avance que je ne pourrais pas parler, ne serait-ce que pour montrer que la Révolution d'Octo-

bre, c'est une chose le reste c'en est une autre. Les hommes, les dirigeants passent a-t-il continué, l'Union soviétique et les partis demeurent. Rien ni personne ne nous fera rompre avec l'URSS, la Révolution d'Octobre est notre révolution, plus encore que celle des Soviétiques, car nous, nous avons opté pour elle depuis les pays capitalistes. C'est pourquoi nous sommes ici et nous resterons aussi longtemps que nous en aurons la force. »

Curieuse justification, que celle qui consiste à dire que les éternels voyages des dirigeants « euro-communistes » à Moscou n'ont d'autres buts que d'affirmer leur fidélité à la Révolution d'Octobre, dans

un pays où les dirigeants l'ont reniée ! Par ce détour Carrillo espère éviter d'avoir à se prononcer clairement sur la nature du régime qui sévit en URSS, tout en prenant des distances rendues nécessaires par le rejet de plus en plus net par les masses du « modèle » soviétique. Mais en essayant de sauver la face, Carrillo s'y prend mal. La vérité, c'est que pas plus que son homologue italien, qui a signé avec Brejnev un communiqué commun dans lequel est soulignée « la nécessité de développer la coopération internationale bienveillante de camaraderie et de solidarité entre les partis communistes et ouvriers », le parti révisionniste espagnol ne souhaite ni ne peut de par sa logique révisionniste, se couper de son puissant partenaire.

Guerre du Sahara



Vue générale du camp de Zouerate.

L'armée française s'implante à la frontière

Alors que persiste la menace d'une intervention et d'une implantation plus importante à partir de la base de Ouakam au Sénégal où les troupes françaises ont été regroupées, de petits groupes d'officiers français « conseillers militaires » continuent à arriver en Mauritanie. En particulier, une dizaine d'entre eux serait arrivée à Zouerate. Pour « protéger » la ville contre les attaques du Front Polisario que l'armée maurita-

nienne avait refusé de combattre le 1^{er} mai, Zouerate va donc subir une double occupation étrange puisque un millier de Marocains s'y trouvent déjà. Guittard, cadre français dirigeant de la SNIM, société qui exploite le minerai, a réclamé « des moyens de défense supplémentaires » c'est-à-dire une implantation de l'armée française : « Il faudrait que les moyens de sécurité à organiser soient coordonnés

et appuyés par une couverture d'observation aérienne » a-t-il déclaré.

Alors que ce dispositif, qui est à la fois un dispositif de défense des centres miniers de Mauritanie, et en même temps une base d'agression contre le peuple sahraoui, différentes tentatives de négociation se mettent en place. Rien n'a filtré de la visite du premier ministre lybien Jalloud à Giscard vendredi.

A Alger, Chayet a rencontré longuement les représentants de la République Arabe Sahraouie Démocratique. La rencontre de vendredi s'est effectuée sans la présence du représentant du Croissant Rouge Algérien, comme cela avait été le cas jeudi. Finalement, alors qu'il s'obstinait à ne s'adresser qu'au gouvernement algérien, Giscard est bien obligé d'envoyer son émissaire négocier avec le Front Polisario. Mais ces négociations ont-elles des chances d'aboutir alors que dans le même temps, le gouvernement français développe son dispositif de soutien à l'agression contre le peuple sahraoui ?

Israël : manifestations contre le nouvel ordre économique

Les difficultés du régime de Begin s'aggravent en Israël. Jeudi, à l'appel de l'Histadrout, le tout puissant syndicat lié au parti travailliste, trente mille personnes ont manifesté à Tel-Aviv, pour protester contre la nouvelle politique économique du gouvernement.

Le premier ministre sioniste a accusé la centrale syndicale qui, depuis quatre jours, organise des grèves dans différents secteurs, de « mener une campagne d'agitation bolchévique ». Manifestation éclatante des contradictions dans lesquelles s'enlise l'État sioniste, ces mouvements resteront malgré tout, sans nul doute limités, dans la mesure où un très large consensus existe dans le pays pour soutenir la politique d'agression menée par le gouvernement sioniste à l'encontre du peuple palestinien.

Publication de l'enquête INSEE sur le logement, de 1975

Paris : 40 % des logements sans confort

● Paris est un immense chantier en construction dit-on officiellement pour justifier la forêt de grues qui se dressent dans la capitale et ces tours qui poussaient à la vitesse de la spéculation foncière.

Dès 1968 avec le SDAU (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme), Pompidou essaie de concrétiser les velléités de prestige de l'impérialisme français : faire de Paris la capitale de l'Europe, sa place financière et culturelle.

A ceux qu'inquiète le raz-de-marée immobilier, on explique la rénovation par la nécessité d'améliorer le confort des habitations, de construire plus de logements pour faire face à l'expansion démographique.

On commence à voir les résultats : les travailleurs chassés de Paris, des milliers de logements vides, alors que persiste un fort pourcentage de logements insalubres. Une enquête de l'INSEE réalisée en 1975 et qui vient d'être publiée le confirme.

La plupart des opérations immobilières sont le fait de sociétés d'économie mixte (moitié à fonds publics, moitié à capitaux privés) comme la RIVP, la SAGI, la SEMAH, ou à 100 % publiques : OPHLM. Mais que se cache-t-il derrière le masque de la rénovation publique, de la rénovation sociale ? Entre 1968 et 1975, 15 % des logements actuels de l'île de France ont été construits (8 % à Paris), et pourtant dans la capitale le déséquilibre s'accroît, la ségrégation se renforce, la spéculation bat son plein.

CAPITALE DES MAL-LOGÉS

La construction de tours et d'immeubles de standing ne peut guère faire illusion confrontée aux résultats de l'enquête logement de l'INSEE réalisée en 1975 et publiée dernièrement dans la revue « Aspects statistiques de l'île de France ».

Dans la région parisienne on compte 1,1 million de mal-logés, c'est-à-dire n'ayant ni le confort minimal ni la surface suffisante. A Paris, la proportion atteint 41 % de l'ensemble des logements soit près de 500 000. Dans certains arrondissements comme le 2^e, seulement un quart des logements ont le confort minimum : eau courante, WC, salle de bains. Près de 20 % des logements parisiens n'ont pas de WC à l'intérieur. Trente mille familles doivent encore aller chercher l'eau à l'extérieur de leur logement. De 1962, à 1975, la taille moyenne d'un logement parisien est passée de 2,24 à 2,41 pièces. Depuis 1968, les conditions de logement ne se sont pas améliorées à Paris. La construction de logements neufs n'a pas profité aux mal-logés : soit ils sont partis (Paris perd 50 000 habitants chaque année) soit leurs logements sont restés dans le même état.

UNE SEGREGATION SOCIALE RENFORCÉE

Cependant la situation

n'est pas inchangée pour tout le monde. Non seulement certains profitent de cette rénovation pour améliorer leurs conditions de logement, mais les inégalités s'aggravent comme le rapport de l'INSEE le reconnaît.

« Ce sont souvent les mêmes ménages, y lit-on, qui cumulent les divers inconvénients et souffrent en définitive des conditions de logement les plus défavorables. Le surpeuplement touche 40 % des ménages ouvriers, 37 % des ménages employés et 50 % des personnels de service. Peu de ménages vivent en état de sous-peuplement... les inégalités entre ménages sont davantage marquées à Paris. »

Ainsi la faible augmentation de la taille moyenne des logements masque l'origine de ceux qui en profitent. Près de 60 % des cadres supérieurs et 40 % des cadres moyens sont en sous-peuplement (plus d'une pièce par personne).

Ces notions de « sous-peuplement » sont dangereuses car elles ne se réfèrent pas aux besoins, mais elles sont suffisamment parlantes pour montrer la ségrégation sociale que connaît Paris. La ségrégation par le logement s'ajoute à la ségrégation par l'emploi (depuis 1968, 300 000 emplois industriels ont disparu de Paris). L'enquête de l'INSEE confirme que la rénovation chasse les travailleurs quand ils habitent sur des terrains enjeux de la spéculation foncière ou immobilière. Sur d'autres terrains par contre des logements insalubres demeurent sans confort et même sans entretien.

Dans certaines luttes de quartier est mis maintenant en avant le mot d'ordre de « réfection légère », c'est le cas du Marais. Cette revendication s'oppose à la fois à la rénovation de luxe et à l'expulsion des familles populaires. Diverses luttes : l'occupation d'un grand immeuble dans le 13^e arrondissement, vide depuis 3 ans, et plusieurs autres occupations dans différents arrondissements

traduisent la résistance populaire à la politique immobilière de la bourgeoisie.

LE SCANDALE DES LOGEMENTS VIDES

Cette politique se concrétise par un nombre élevé de logements vides. Depuis 1968, leur nombre est passé de 45 000 à près de 100 000, soit un doublement en 7 ans, alors que le nombre de résidences principales à Paris a diminué de 2 % durant la même période. La part de logements vides parmi les logements construits depuis 1975 est de 10 %.

Il y a plus de 15 000 logements neufs qui sont inoccupés sur Paris depuis plusieurs années parce qu'ils sont trop chers. Les autres logements vides sont le résultat de l'anarchie du système capitaliste, incapable de maîtriser la spéculation foncière.

Combien de propriétaires de logements anciens les laissent inoccupés pour spéculer sur les opérations de rénovation à venir. Cette politique fait du logement une valeur spéculative que se disputent propriétaires fonciers et promoteurs.

Ce qu'on retiendra de cette enquête de l'INSEE, c'est qu'elle confirme l'anarchie qui règne dans Paris malgré les appels répétés à la planification urbaine. Des bureaux se construisent à côté de taudis ou de logements demeurant sans entretien. La rénovation se traduit essentiellement par des constructions de standing, plutôt que par une amélioration des conditions de logement.

Le 14 février 1976, sur la ligne Nanterre Saint-Lazare, Izza Makhoul avait attaqué Aroun Avrane, lui avait pris son argent et l'avait menacé de son couteau. Celui-ci, pris de peur et devant l'indifférence des voyageurs, avait sauté du train en marche, se faisant sectionner les deux jambes par le convoi. Vendredi 4 novembre, Izza Makhoul comparait devant les Assises de Paris, il a été condamné à 12 ans de réclusion criminelle.

Les 15 Corses arrêtés jeudi au Cap Corse au cours d'une rafle policière ont été relâchés après interrogatoire, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat qui a détruit l'émetteur du Pigno. Ce genre d'interpellation est presque la routine actuellement en Corse.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*



Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrement des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, *pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jusaieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Vive la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)



sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie athénien (10%)
4, cour. Avericum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1°)
- La Rochelle** Librairie «La Gaiette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Carises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue de Valois (1°) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hermattan
18, rue des Quatre Vents (6°) (10%)
Tchern
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P. - J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5°)
Rains
Le grand jeu 20 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5°) (tarif étud.)
Seine Cinéma
8 rue Frédéric Sauton - Paris 5°
Cinématographe
44, cours Suchet (2°)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Laynaud (1°) (tarif étud.)
- Lyon**

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un. Claude Nougaro
21 h 30 - Le riche et le pauvre. Feuilleton américain.
22 h 20 - Boxe : Briscoe-Valdes. En direct de Milan
23 h 35 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les rebelles. Deuxième partie : la gueuse, la République est menacée par les lignes fascistes. A Clerguemont dans les Cévennes, à la base se constitue un «Front Populaire».
22 h 05 - Le dessus du panier
23 h 00 - Jazz. Emission de JC Averty.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 46 - Pour la jeunesse
19 h 45 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les animaux chez eux
20 h 30 - Le dernier professeur de danse. Un vieux professeur de danse hongrois lutte en vain contre les rythmes modernes. Même les villageois se tournent vers la musique pop à laquelle il ne veut rien comprendre.
22 h 30 - Journal et fin

Dimanche 6 novembre

TF 1

19 h 25 - Les animaux du monde
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Diaboliquement votre. Film français de J. Duvivier 67.
22 h 00 - L'Afrique convoitée. N° 1 Marx ou le capital ? Congo, Zaïre, Tanzanie, Burundi, Mali, Côte d'Ivoire. Six chefs d'États africains ont la parole certains se disent socialistes, mais les habitants de ces pays n'ont pas la parole pour qu'on puisse en juger.
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 50 - Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon. Emission de D. Karlin, Tony Lainé. N° 3 et fin : Les hommes à la tâche. Le CAT de Marvejols (Lozère) emploie 140 travailleurs «débiles profonds»; certains d'entre eux prennent la parole. Une usine de la région de Grenoble qui emploie un millier de travailleurs. Quelques uns parlent de leur histoire.
00 h 05 - Journal et fin

FR 3

19 h 00 - Nancy 77, festival mondial du théâtre
19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - Cheval, mon ami
20 h 30 - L'homme en question. Alice Sapritch
21 h 30 - Classiques du cinéma suédois
22 h 15 - Journal
22 h 30 - Cinéma de minuit : hommage à Victor Sjöström. La lettre rouge. Film américain 1926. Une liaison dans la Nouvelle Angleterre du XVII^e siècle. Les habitants veulent faire avouer à la jeune Hester Prynne le nom de son amant. Un classique du cinéma du muet.

Lundi 7 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le repos du guerrier. Film français de Vadim. Avec Brigitte Bardot, R. Hossein. Une jeune bourgeoise sauve du suicide un homme à la dérive. Elle tombe amoureuse de lui. Celui-ci lui apprend le plaisir et en fait sa chose et l'humilité. Vadim est parfois un bon photographe, mais ce film est plus académique qu'audacieux et même ennuyant. C'est de plus un concentré de conceptions réactionnaires sur la femme objet sexuel.
22 h 05 - Portrait : Maurice Druon. Membre du RPR ancien ministre de la Culture, réactionnaire forcené.
23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Vladimir Maïkovski. La force des mots-tocsin Maïkovski poète soviétique révolutionnaire a tenté de faire la révolution aussi dans l'art. Evocation sur la base de documents cinématographiques de son combat.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 30 - Cinéma public. Un meurtre est un meurtre. Film français 1972. Qui a tué Marie la femme encombrante de Paul. Tous les soupçons se portent sur le mari que cette mort semble étranger.
22 h 10 - Journal et fin

Aperçus sur le cinéma américain

DU WESTERN
AU FILM CATASTROPHE

Dès ses origines, le cinéma américain a été fortement marqué par l'idéologie impérialiste et a obéi aux pressions de l'idéologie dominante, sauf rares exceptions. Ainsi, les films de Griffith, pourtant admirables et d'ailleurs fort admirés par Eisenstein ont un contenu parfois raciste ou glorifient l'impérialisme US naissant.

Les westerns, puis les films de guerre ont participé, sur le plan culturel de l'impérialisme US et ont contribué à appuyer dans les masses l'image de l'américain défenseur de la justice et de la liberté triomphant de ses ennemis. Charlie Chaplin, Losey, Sidney Pollack et d'autres qui n'ont pas accepté de reprendre dans leurs films de modèle américain ont dû soit s'exiler, soit arrêter de tourner. Les reculs enregistrés par l'impérialisme US, la crise économique qu'il traverse ont donné naissance à un autre type de films : les films-

catastrophe, comme «la Tour infernale», «Tremblement de terre»... Les industries du cinéma et de la télévision sont pas gênées pour faire passer ce qu'elles veulent car ce qui fait vendre ce n'est pas le contenu, ce sont les vedettes, la violence, le sexe, les effets spéciaux et surtout la publicité.

Souvent le vrai contenu idéologique passe inaperçu. Par exemple «La guerre des Étoiles» avec un scénario bidon et infantile est dans le fond un film raciste, sexiste, anti-ouvrier et pro-impérialiste. «Un pont trop loin» passe sous silence le nazisme en gommant toutes les contradictions de la deuxième guerre mondiale entre les peuples qui luttèrent pour leur indépendance comme la Russie, l'Albanie, les résistants des pays d'Europe, et la lutte entre les nazis et les impérialistes américains et européens.

Cette année, le cinéma américain sort du genre

catastrophe ou sorcellerie «Sorcerer, exorcist» pour découvrir les femmes, par exemple «Trois femmes» de R. Altman oubliées depuis les années 30 et la guerre du Vietnam. Mis à part quelques films, comme celui d'Altman qui traite des problèmes spécifiques des femmes, la plupart s'intéresse plutôt au rapport homme-femme. Tout ce qu'on peut dire c'est que les femmes jouent un rôle central dans ces films «Touche pas à mon gazon», ce qui n'était pas le cas depuis les quarante dernières années.

Les films sur le Vietnam ne prennent pas en compte l'aspect principal de la guerre US : guerre impérialiste pour contrôler les richesses de l'Asie du Sud-Est et son marché, ni l'aspect vietnam, champ d'expérimentation pour les nouvelles armes américaines. Ces films portent sur des aspects secondaires : «Rolling Thunder» raconte

la vengeance d'un ancien prisonnier de guerre contre ceux qui ont tué sa femme et son fils ; «Dog Soldiers» est l'histoire d'un ancien combattant et d'un journaliste qui fait de la contrebande d'héroïne «Tracks» relate également l'histoire d'un ancien combattant...

À la télévision, il y a une réaction publique de plus en plus forte contre les scènes de violence sur les petits écrans. Des statistiques montrent que les en-fants voient des milliers de meurtres à la télévision. La réponse de la télévision à cette vague de protestations est le retour du western, forme de violence moins liée au quotidien, et une plus grande part de fiction scientifique, le succès de «La guerre des Étoiles» prouve que cela peut réussir. Le sexe sera aussi de plus en plus présent à la télévision, une série «Soap» (savon) ne traitera que de cette question.

(à suivre)

Elise
ou
la vraie vie
Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 111^e épisode
copyright Édition Danoël

— Élise, tu m'en veux ? Tu es fâchée ? Supporte-moi si tu m'aimes. Tu m'aimes ?

— Oui certainement.

— Je viendrai demain. Je serai libre dans la soirée et je resterai jusqu'au lundi. Tu es d'accord ?

— Oui, bien sûr.

Nous fumions la même cigarette. Arezki trichait et aspirait deux bouffées, puis il me la passait, et je trichais aussi car je soufflais simplement pour que le bout rougit. Nous n'avions pas encore éclairé, bien que la nuit eût envahi la chambre, et dans les secondes où s'enflammait la cigarette, nous nous observions à la dérobée. Je ne savais pas l'heure ; je la devinais tardive. Je n'osais rompre cette sieste nocturne dans laquelle Arezki paraissait se complaire. Un soupire lui échappa et je le questionnai.

— Arezki, qu'est-ce que tu as ? Tu parais malheureux. N'avons-nous pas désiré une chambre pour nous deux ? Nous l'avons. Nous y sommes ensemble. Qu'est-ce qui te rend triste ? Qu'est-ce qui te manque ?

— Oui, tu vois juste. Il me manque quelque chose. J'aurais du mal à te l'expliquer. Il me manque l'imagination. Je ne peux plus imaginer l'avenir. Les rêves ne viennent plus...

— Et le présent ne t'intéresse pas ?

— Je le sens comme s'il était déjà passé.

Tu comprends ça ?

Je touchai ses cheveux. Leur contact me fit vibrer. Pendant des années, j'avais eu envie de toucher les cheveux de Lucien. Lorsqu'il était petit, je les peignais moi-même et j'aimais y plonger les doigts, orgueilleuse de leur épaisseur, de leur brun brillant ; puis un jour, il avait repoussé brutalement ma main, et jamais plus je ne les avais caressés.

— Nous serons pareils aux morts d'il y a sept mille ans.

— Quoi ?

Je m'étais redressée et le regardais, gisant noir dont les lumières de la rue me permettaient de distinguer les contours.

— Non, n'aie pas peur. C'est un vers d'un poète arabe, j'ai oublié le début. Il dit qu'il faut vivre l'instant. Ils écrivent tous ça dans des époques tranquilles, ou quand le danger est passé. Nous aussi, vivons l'instant. Allume, Hawa. Tu n'as rien de fort à boire dans cette chambre ?

Je me levai et je cherchai dans le placard sous le lavabo. Je ne découvris qu'un petit échantillon de rhum comme on en achète pour parfumer les crêpes. Il était entamé et je versai le restant dans un grand verre. J'essayai par jeu, de soulever sa tête et de le faire boire. Je supportais mal sa tristesse, elle me gênait.

— Tu aimes la couleur bleue ?

— Oui, beaucoup. Mais il y a plusieurs bleus.

— Celui de la mer, un mélange de vert et de bleu. Mais tu n'as jamais vu la mer ?

— Non, jamais.

— Tu la verras un jour, et le mois prochain, je t'apporterai un grand peignoir bleu comme j'aime.

— Une robe de chambre, Arezki. Tu vois bien que tu imagines ! Désirer, c'est imaginer.

— Et parler fort, c'est se convaincre !

— Tu es surtout fatigué. À la façon dont tu t'es jeté sur le lit en arrivant, je l'ai bien deviné. Comment vis-tu ? Quand te reposes-tu ?

Il me demanda de lui passer les cigarettes qu'il avait laissées dans son veston.

— Je cours partout, à droite, à gauche... Les flics sont forts, tu sais...

Il sentit le verre, goûta et reposa sans boire.

— Je n'aime pas le rhum. Tant pis, donne-moi ce qu'il y a, n'importe quoi.

A suivre

Les syndicats face à 78

PREMIERES CONCLUSIONS

Par Gérard PRIVAT

● Au terme de notre enquête, nous nous efforçons aujourd'hui et demain de tirer les premières conclusions des nombreux éléments que nous avons recueillis. Bien évidemment le débat n'est pas clos. Il se poursuivra avec intensité, jusqu'en 78, et bien au-delà. Les enjeux sont suffisamment importants pour qu'on y accorde toute la place nécessaire. Faites-nous part de vos points de vue.

« Déjà on n'attendait pas de miracles de la gauche ; mais on se disait au moins que quelques revendications parmi les plus urgentes seraient satisfaites, qu'ils ne pourraient faire autrement et qu'au besoin on les y forcerait. Mais là, même ça c'est remis en cause depuis leur rupture. »

Cette réflexion d'un militant illustre bien l'état d'esprit qui règne dans bon nombre de sections de boîtes, ou d'Unions locales. Et puis aussi, cette idée confuse, qu'on n'arrive pas bien à définir mais qui fait penser qu'il va se passer quelque chose. On ne sait pas très bien quoi ni comment mais on espère. Cela ne peut plus durer !

Cette réflexion d'un militant illustre bien l'état d'esprit qui règne dans bon nombre de sections de boîtes, ou d'Unions locales. Et puis aussi, cette idée confuse, qu'on n'arrive pas bien à définir mais qui fait penser qu'il va se passer quelque chose. Cela ne peut plus durer !

La rupture de la gauche a, d'une certaine manière remis cela en cause. Alors, on serait condamné à reprendre les mêmes et à recommencer pour de longues années ? Ce n'est pas pensable ! Du même coup, un flot de questions, longtemps contenues par les litanies du type « Programme commun de l'Union de la gauche qui va changer la vie en 78... » fait brusquement irruption dans les têtes. Et la discussion est particulièrement animée ; au moins pendant les premières semaines qui ont suivi la rupture. Parce que, les mêmes « arguments » cent fois, mille fois rabachés à longueur d'antenne et de colonnes de journaux ont fini pas lasser, voire dégoûter.

Cela dit, quoiqu'il arrive maintenant, cette rupture a laissé des marques profondes. On n'en est plus au « essayons la gauche, on n'a pas grand-chose à perdre ». Maintenant, ce serait plutôt : « A voir comment ils se divisent aujourd'hui, qu'est-ce que ce sera demain s'ils arrivent ensemble au pouvoir ? »

Incontestablement, le crédit que la gauche avait réussi à se tailler à grand renfort de campagnes démagogiques sur la panacée nommée « Programme commun », en a pris un sérieux coup dans l'aile. La tournure prise par les événements a suscité chez les syndicalistes une sorte de retour sur soi ; et l'on entend souvent dans la bouche des mili-

tants, parfois avec une pointe d'amertume mais le plus souvent comme une redécouverte salutaire : « Maintenant, on ne peut plus compter que sur nous, que sur nos luttes ». C'est sans doute ce que certaines leaders syndicaux qualifiaient récemment, non sans inquiétude, de « danger de dépolitisation ».

Face à ces partis qui se querellent pour des raisons qui leur semblent si éloignées de leurs préoccupations, cette réaction de conserver ou de retrouver « l'indépendance syndicale » est très forte. Les multiples tentatives des hommes du PCF, dissimulés derrière l'étiquette CGT, pour entraîner des militants, y compris CFDT, dans des actions le PS ont la plupart du temps tourné court. De même, les prises de position confédérales ont été diversement appréciées, mais des voix, nombreuses, se sont élevées tant dans la CGT que dans la CFDT pour exiger le respect de la neutralité des confédérations dans la polémique. La part des manœuvres tacticiennes de l'un ou l'autre parti de la gauche au sein des confédérations n'en est certes pas absente. Mais il serait faux de résumer ce mouvement de protestation à cela. De même qu'il serait faux d'y voir la marque d'un quelconque « rejet de la politique ». Tout au contraire, les questions politiques sont largement débattues. Le refus qui s'exprime ainsi, c'est le refus de servir de masse de manœuvre, le refus des manipulations politiciennes. En même temps, la rupture actuelle de la gauche a agi comme un révélateur et entraîné un réflexe d'auto-défense du syndicat, pour « conserver au moins cette arme de lutte », en l'absence d'autres perspectives. Ce sentiment n'est sans doute pas absent non plus dans l'esprit des militants de différentes boîtes toujours occupées ou en lutte qui se sont regroupés pour adresser à la direction de la CFDT une lettre faisant part de leur exigence au rassemblement et à la réimpulsion des luttes.

DANGEREUSES ILLUSIONS

Pour après 78, il faut le dire, les choses sont moins nettes : « Sous un gouvernement de gauche, le rôle des syndicats sera sérieux », dit Charles Piaget. Il faudra tenir compte de l'ensemble des dangers : celui de l'immobilisme comme celui de la

« poussée déraisonnée ». Sous des formes diverses, on retrouve assez souvent ce raisonnement, surtout à la CFDT : « Sans doute, on ne peut faire confiance aux partis de gauche ; on ne peut leur donner un chèque en blanc ». On se méfie du PC et de « sa gestion trop centralisée ». Quant au PS, on le considère souvent comme un parti ouvertement bourgeois. On sait bien le rôle que l'un et l'autre jouent dans les luttes ; on a d'ailleurs souvent dû les y combattre. Mais, malgré tout, on les considère comme étant « de notre côté ». On les aura à l'œil, mais ils sont quand même « de la famille ». Et puis, de toute manière, nous serons là avec nos syndicats pour leur imposer nos revendications par les luttes. »

Une telle manière de voir les choses comporte de graves dangers. On ne peut s'en remettre aux déclarations d'intention, aux promesses pour en tirer la conclusion qu'ils sont malgré tout de notre côté. Si l'on examine les faits, le passé par exemple de ces partis, montre assez clairement au service de quels intérêts ils sont. La répression sanglante des grèves, les guerres coloniales, le « retrouvez vos manches » sont autant de faits difficiles à faire oublier et que l'on peut difficilement faire passer pour une politique de défense des intérêts des travailleurs.

Et puis, quand ils seront au pouvoir, qu'ils auront bien en main les appareils, les ministères, la police, la justice... Comment ferons-nous pour imposer nos revendications ? Certes, on pourra (peut-être) se mettre en grève. Mais alors, qu'y aura-t-il de changé par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui. Il est extrêmement dangereux de se bercer de l'illusion selon laquelle il sera plus facile de lutter, car le gouvernement de gauche permettrait de meilleures conditions. D'ailleurs des franges de plus en plus larges de syndicalistes prennent conscience de ce danger.

DEUX PROJETS DIFFÉRENTS

Progressivement, sur la base de l'expérience et des derniers développements de la polémique PS-PC, apparaît chez les syndicalistes, la conscience de l'existence à gauche de deux projets bien distincts mais tout aussi étrangers aux intérêts et aux aspirations des travailleurs.

Pour le PS, les choses sont en général assez claires. Les différentes prises de positions des dirigeants socio-démocrates, la composition sociale du PS, le débat télévisé Barre-Mitterrand...

autant d'éléments qui sont venus confirmer la méfiance de nombre de militants à l'endroit du PS.

Le PCF a très bien vu la chose. Il a rapidement mis au point une nouvelle tactique relativement habile qui consiste à se présenter comme le seul parti défendant les travailleurs, pour tenter d'isoler le PS. Pour avant 78, créer un rapport de forces et contraindre ainsi son rival à des reculs, mais aussi pour après 78, préparer les différentes éventualités et notamment le cas où il serait exclu du pouvoir. Dans tous les cas, il a bien vu l'intérêt pour lui de récupérer le mécontentement des syndicalistes, leur rejet du projet trop ouvertement bourgeois du PS.

REVIREMENT SUSPECT

Pour mener à bien son projet, le PCF ne lésine pas sur la démagogie. Du côté CGT où il pense ses positions bien assurées, il veut faire mettre en sourdine le soutien trop bruyant de la direction confédérale. Le « Manifeste de la CGT », tiré à 6 millions d'exemplaires, marque un certain recul par rapport à l'affirmation des positions trop ouvertement pro-PC qui avaient suscité quelques remous dans la confédération.

Du côté CFDT, le PC multiplie avances, clins d'œil et « invitations au débat » ; il se présente en défenseur des conseils d'ateliers exigés par la CFDT ; il ne trouve pas de mots assez élogieux pour approuver l'exigence de démocratie des militants de cette centrale, il est même allé jusqu'à organiser une table-ronde avec des militants de Lip dont son journal *France nouvelle* rendait compte dans un article intitulé « La rage de la démocratie ». Quel revirement ! Car enfin, qui ne se souvient des furieuses attaques, des campagnes nationales de calomnies contre les Lip après 73, précisément sur cette question de la démocratie ? Le PCF qualifiait à cette époque les assemblées générales à l'usine de Palente de « fausse démocratie, ouverte à tous les vents et permettant toutes les manipulations ». Des hommes du PCF étaient même allés jusqu'à agresser physiquement des militants qui organisaient la popularisation et le soutien après le refus par les Lip du plan Giraud. Les choses mériteraient d'être fermement rappelées à tous ceux qui ont la mémoire courte.

Il ne faut pas nier que certains ont tendance à se laisser prendre aux paroles toutes de miel et aux éloges flatteurs. Même si, en général, les avances du PCF sont clairement perçues pour ce qu'elles sont et largement reje-

tées par les militants cégétistes, il est vrai qu'elles ne laissent pas indifférents certains syndicalistes complètement écœurés par le PS et qui ne voient pour l'instant pas d'autres perspectives. C'est là un danger dont il convient de bien prendre la mesure.

On nous objectera que le PCF peut avoir changé, qu'il peut avoir « compris ses erreurs ». Ce serait alors s'en tenir strictement à l'apparence des choses et ne pas se livrer à un examen attentif des projets du parti de Marchais. D'ailleurs, l'insistance du PC sur la question des nationalisations a « mis la puce à l'oreille » de bien des militants tant CGT que CFDT et les a fait s'interroger sur le contenu de cette fameuse « gestion démocratique ».

UNE SOI-DISANT GESTION DÉMOCRATIQUE

Dans les luttes de ces dernières années, les travailleurs ont maintes fois affirmé leur volonté de prendre eux-mêmes leurs affaires en main. Cette aspiration n'a pas laissé insensibles les militants soucieux de rester les porte-paroles des travailleurs. Or, qu'y a-t-il de commun entre cela et le type de gestion que propose le PCF et qu'il qualifie arbitrairement de démocratique. Selon ce projet, il y aurait dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées, des représentants des syndicats dont d'ailleurs, on ne sait pas comment ils seront désignés. D'autre part, le rôle des Comités d'entreprise serait renforcé et leurs prérogatives étendues. C'est, à peu de choses près, le résumé pour les travailleurs de la nouvelle gestion proposée par le PCF. Au vu de l'actuel fonctionnement des Comités d'entreprise, tous les doutes sont permis quant au caractère démocratique de cette gestion. En tout cas, et c'est le premier point essentiel, la fameuse « délégation de pouvoir », tant critiquée par nombre de syndicalistes reste intacte dans ce projet. Et pour cause ! Malgré ses proclamations bruyantes, il n'entre pas dans le projet du PCF de remettre le pouvoir, par le biais de la « gestion démocratique » entre les mains des travailleurs. Il s'agit bien pour lui de s'assurer par ce moyen le contrôle des secteurs-clés de l'économie. Avec tout ce que cela comporte de conséquences dramatiques prévisibles pour les travailleurs. De ce point de vue, les exemples ne manquent pas.

L'aspiration qui grandit parmi la masse des syndicalistes est exactement contraire. Elle a pour base l'exercice par les travailleurs eux-mêmes du pouvoir.

(à suivre)

